



République du Sénégal

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

AU TITRE DE LA GESTION 2009

**RAPPORT DE REVUE POUR LA SOCIETE NATIONALE PORT
AUTONOME DE DAKAR**

SNPAD

**MARS 2011
(Version finale)**

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES

GMS Audit & Expertise

Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc

Imm Moustapha N°207, 2^{ème} étage à gauche

Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : 33 867 68 01

Mail : gmac@orange.sn

SOMMAIRE

1. NOTE DE SYNTHESE	6
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION	6
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION	6
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	6
1.1.2.1. Audit passation des marchés	7
1.1.2.2. Support informatique.....	7
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	7
1.3. CONSTATS D'AUDIT.....	8
1.3.1 ECHANTILLON	8
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES	9
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	11
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE	12
1.4. RECOMMANDATIONS	12
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	13
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES	13
1.5. CONCLUSION	15
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	16
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	16
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	17
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT	18
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....	20
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	21
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	21
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES	22
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	22
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	22
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	22
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	24
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit	24
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	26
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	27
3.1. RAPPEL.....	27
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	27
3.1.2. PROCEDURES.....	28

3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES	28
3.2.1. PRÉSENTATION DE LA SNPAD	28
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHÉS DU SNPAD	29
<u>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</u>	<u>30</u>
4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	30
4.1.1. DRP	30
4.2.1. A.O	60
4.1.3. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	75
<u>5. RECOMMANDATIONS</u>	<u>77</u>
5.1. POUR LES APPELS D'OFFRES (A.O.)	77
5.2. POUR LES DRP	78
5.3. POUR LES PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	79
<u>ANNEXE</u>	<u>80</u>
<u>ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD</u>	
<u>CONCERNANT LES AO</u>	<u>81</u>
<u>ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD</u>	
<u>CONCERNANT LES DRP</u>	<u>84</u>
<u>ANNEXE 3 : DRP FRACTIONNÉES PASSÉES PAR LE PAD QUI AURAIENT PU ÊTRE REGROUPÉES DANS</u>	
<u>UN MARCHÉ D'APPEL D'OFFRES.....</u>	<u>90</u>
<u>ANNEXE 4. DEPENSES EXÉCUTÉES PAR LE PAD EN VIOLATION DE L'ARTICLE 76 DU CMP (MARCHES</u>	
<u>SANS APPEL À CONCURRENCE ET SANS AUTORISATION DE LA DCMP).....</u>	<u>91</u>

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAD	Port Autonome de Dakar
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
SNPAD	Société Nationale Port Autonome de Dakar
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance

TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour la SNPAD les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

1.1. Déroulement de la mission

1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque autorité contractante (AC), une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit technique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon, mais l'organisation a été faite, d'une part de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

- **Non utilisation des dossiers types d'appel d'offres**

La SNPAD n'a pas systématiquement utilisé dans la préparation des dossiers d'appel à la concurrence les dossiers types élaborés par l'ARMP en vue d'harmoniser les dossiers utilisés par les autorités contractantes pour la conduite des procédures de passation des marchés.

- **Non transmission à la DCMP des dossiers de la procédure de passation**

Pour l'ensemble des marchés passés par appel d'offres par la SNPAD, les rapports d'analyse comparative d'offres ou de propositions et les procès verbaux d'attribution provisoire n'ont pas été transmis à la DCMP pour contrôle à priori même si les seuils ont été atteints pour la plupart de ces marchés. Cette pratique est en violation de l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 138 du CMP.

Les DAO de deux (2) marchés portant sur le gardiennage des immeubles de la SNPAD pour Deux Cent Cinquante Huit Millions Quatre Cent Trente Huit Mille Sept Cent Trente Deux (258 438 732) F CFA et la refonte des applicatifs métiers spécifiques portuaires pour Deux Cent Quatre Vingt Seize Millions Deux Cent Quatre Vingt Dix Sept Mille Cent Quatre Vingt Trois (296 297 183) F CFA dont les montants dépassaient les seuils fixés par l'arrêté précité n'ont pas été transmis à la DCMP. Pour le DAO relatif au gardiennage des immeubles, la SNPAD justifie cela par le fait que le montant prévisionnel du marché de Cent Soixante Quinze Millions (175 000 000) F CFA était inférieur au seuil de Deux Cent Millions (200 000 000) F CFA. Toutefois, malgré la proximité avec le seuil déterminé par l'arrêté, la SNPAD aurait du, par souci de prudence, soumettre le DAO pour contrôle à priori à la DCMP. Par conséquent, l'argument fourni ne semble pas suffisamment convaincant.

- **Rapports périodiques**

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009. Le rapport annuel a été transmis à la DCMP et à l'ARMP avec un retard très significatif (8 mois après la clôture de l'exercice 2009 et 5 mois après le délai limite).

1.3. Constats d'audit

1.3.1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de la SNPAD ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. Nos contrôles sur ces documents comptables nous ont permis de relever des dépenses effectuées sans appel à concurrence d'un montant total de Trente Six Millions Trois Cent Quatre Vingt Dix Huit Cent Quatorze (**36 398 114**) F CFA en violation des dispositions de l'article 76 du CMP.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur dix (10) AOO, quatorze (14) DRP et une (01) Prestation Intellectuelle passées par la SNPAD au titre de l'exercice 2009 pour un montant de Un Milliard Six Quatre Vingt Dix Huit Millions Quatre Cent Trente Un Mille Quatre Cent Vingt Sept (**1 698 431 487**) F CFA et sur les acquisitions corrigées par le cabinet mentionnées ci-dessus. Par conséquent, notre taux de couverture est de **72,2 %**.

Les résultats de l'audit physique figureront dans le rapport final.

1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Nous présentons ci-après les points de non conformité que nous avons relevés :

- **Non conformités relevées sur les Appel d'offres**

Les principaux points de non conformité relevés portent sur les aspects suivants :

- l'utilisation de critères d'attribution subjectifs et discriminatoires dans un DAO d'acquisition de 13 véhicules comme par exemple la prise en compte du choix des bénéficiaires de véhicules pour décider de l'attribution définitive du marché entre les trois premiers candidats. L'économie globale de coûts qu'aurait pu réaliser le PAD si le marché était attribué au moins disant en lieu et place du candidat classé 3^{ème} aurait été de Soixante Sept Millions Quatre Cent Soixante Dix Mille **(67 470 000) F CFA** sur ses ressources,
- l'utilisation de spécifications techniques pouvant être considérées comme fermées avec la définition de seuils de tolérance (longueur, largeur et hauteur) n'ayant pas toujours de rapport direct avec les performances attendues du produit pour l'évaluation de la conformité des offres dans le cadre d'un marché d'acquisition de 24 véhicules. Une telle situation laisse trop de marge d'appréciation au PAD avec le risque de pouvoir orienter à sa guise son choix sur le produit d'un candidat déterminé. L'économie globale de coûts qu'aurait pu réaliser le PAD sur le marché si des spécifications techniques aussi détaillées n'avaient pas été utilisées aurait été de Cinquante Cinq Millions Quatre Vingt Un Mille **(55 081 000) F CFA** sur ses ressources,
- l'évaluation de la qualification des candidats est presque systématiquement faite avant celle de la conformité de leurs offres en violation de l'article 59.2 du CMP,
- des délais d'attribution anormalement longs,
- des notifications de marchés effectuées très tardivement, plusieurs mois après l'approbation de ces marchés,
- la non publication d'avis d'attribution définitive.

Comme on le voit, dans les deux cas d'acquisition de véhicules, les lots des deux marchés ont été pour l'essentiel attribués à des candidats dont l'offre n'était pas la moins disante. Or, en faisant fi des choix des bénéficiaires de ces véhicules et en s'en tenant strictement aux spécifications standard que l'on trouve dans la plupart des véhicules au Sénégal (nombre de rapports de la boîte de vitesse, cylindrée, climatisation...) et qui peuvent avoir une incidence sur la performance attendue des véhicules, le PAD aurait pu économiser globalement une somme de Cent Vingt Deux Millions Cinq Cent Cinquante Un Mille **(122 551 000) F CFA**.

- **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principaux points de non conformité relevés peuvent être récapitulés ainsi qu'il suit :

- le dépassement du seuil d'application de la procédure de DRP dans deux marchés passés par DRP, même si leurs montants ont été par la suite réduits pour rentrer dans le seuil des DRP,
- un délai moyen de sept (07) jours observé sur certaines DRP entre la date limite de dépôt des dossiers et leur ouverture par la commission de dépouillement,
- des rapports du comité technique d'évaluation presque systématiquement non datés,
- un fractionnement de marchés en plusieurs DRP portant en particulier sur des travaux de construction ou de réfection de Cent Vingt Sept Millions Quatre Cent Quarante Cinq Mille Neuf Cent Soixante Sept (127 445 967) F CFA, sur des travaux d'impression de Quatre Vingt Trois Millions Cinq Cent Deux Mille Neuf Cent Cinquante Neuf (83 502 959) F CFA et sur des travaux de carénage de bateaux de Soixante de Un Millions Sept Cent Deux Cinq Cent Cinquante Quatre (61 702 554)F CFA,
- l'attribution de deux marchés de DRP (travaux d'impression) à un même candidat dont l'offre considérée comme la seule conforme dépasse systématiquement celle de tous les autres candidats à une proportion moyenne de 1 à 6 avec une incidence financière pour le PAD sur les deux marchés de Trente Quatre Millions Huit Cent Cinquante Deux Mille Huit Cent Quatre Vingt Quatre (**34 852 884**) F CFA. Les motifs d'élimination des autres offres nous ont paru non recevables (voir plus loin les fiches détaillées de DRP),
- l'absence de détermination de spécifications techniques dans des marchés portant sur des travaux de réfection,
- un retard très significatif (10 mois) accusé à la notification d'un contrat et la notification d'un autre contrat après la réception des fournitures qui en étaient l'objet,
- l'élimination d'un candidat dont l'offre était moins disante pour absence de fourniture d'un document (attestation de capacité financière) pourtant considéré dans le cahier des charges comme pouvant faire l'objet d'un complément de dossier,
- la mise en concurrence d'un nombre de candidats inférieur au seuil de 5 candidats prévu par l'article 77.2 du CMP,
- l'ouverture des offres financières au stade d'ouverture des plis dans une DRP portant sur des prestations intellectuelles,

- l'attribution d'un marché de DRP à un candidat non qualifié (absence de fourniture d'un document (garantie décennale) disqualifiant) avec comme motif la sauvegarde des intérêts du PAD du fait que ce candidat était le moins disant.

• Points de non conformité relevés sur les marchés de Prestations intellectuelles

Le principal point de non conformité relevé est relatif à :

- l'élimination de candidats sur la base de critères contraires à la réglementation. En particulier deux candidats ont été éliminés pour défaut de fourniture de la garantie de soumission pourtant non exigée par l'article 111 du CMP pour les marchés de prestations intellectuelles.

Nous présentons en annexe 1 et 2 un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les différents types de procédures de passation utilisées par la SNPAD.

1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent :

- Des virements effectués dans des comptes autres que ceux prévus dans les contrats. Le tableau ci-après présente les marchés concernés :

Référence marché	Libellé	Montant	Numéro du compte bancaire prévu dans le contrat	Numéro du compte bancaire du virement effectué par SNPAD
Marché n°14/09/M	Fourniture d'une ambulance médicalisée lot n° 6	19 990 640 FCFA	10120 D CBAO	050011530540 SGBS
Contrat n° 02/09/C	Travaux de construction du marché Diola au marché central de poisson	26 119 131 F CFA	504102809059 CDS	504109853104 CDS

Marché N° 14/09/M :

Commentaires de la SNPAD

Erreur de transcription décelée par la Direction financière qui a saisi le fournisseur pour obtenir le compte approprié.

Appréciation du Cabinet

Observation maintenue

Comme pour le marché N°09/2009/M, le marché aurait pu faire l'objet d'un avenant.

Contrat n° 02/09/C :

Observation maintenue

La SNPAD dans ses commentaires affirme que l'avenant est joint aux documents complémentaires transmis au Cabinet. Après vérification et rapprochement avec ses services, il s'est avéré que le document n'était pas joint et n'a pu nous être fourni en définitive.

La non application de pénalités de retard concernant les marchés ci-après :

Références marchés	Libellé	Montant	Durée retard
DRP Contrat n° 09/09/C	Fournitures de 240 chaises empilables	29 997 960 F CFA	2 jours
DRP 04/2009	Acquisition d'un Pick Up 4x4 double cabine	14 500 000 F CFA	9 jours
DRP 10/2009	Expertise du Wharf pétrolier	29 783 200 F CFA	79 jours

- Concernant la DRP 27/2009- fourniture d'agendas, le délai de règlement contractuel de la facture n'a pas été respecté. Initialement fixé à 60 j (date de livraison), la facture a été finalement réglée après seulement 32 j et elle facture ne porte pas de cachet de l'entreprise.

1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

Notre audit de l'exécution physique a porté sur des marchés d'un montant de Six Cent Trois Millions Cinq Cent Soixante Mille Six Cent Quarante (603 560 640) F CFA composés de sept (7) AOO concernant l'acquisition de véhicules pour un montant de Cinq Cent Quatre Vingt Neuf Millions Soixante Mille Six Cent Quarante (589 060 640) F CFA et une (01) DRP de Quatorze Millions Cinq Cent Mille (14 500 000) F CFA relative également à l'achat de véhicule. Notre taux de couverture pour l'audit de l'exécution physique est de 35,5%. L'audit de l'exécution physique fera l'objet d'un rapport séparé.

1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- l'utilisation systématique des dossiers types d'appel d'offres ;
- la préparation des rapports trimestriels des marchés publics que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- la transmission à la DCMP et à l'ARMP du rapport annuel dans les délais impartis,
- la soumission au contrôle à priori de la DCMP des dossiers d'appel d'offres, des rapports d'analyse comparative d'offres et des PV d'attribution dépassant les seuils définis par l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 138 du CMP.

1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- **Pour les Appels d'offres (A.O.)**

La SNPAD devrait :

- veiller à évaluer et à attribuer les marchés en utilisant strictement les critères prévus à l'article 70 du CMP ;
- veiller à définir des spécifications dont le non respect limiterait substantiellement la portée, la qualité ou les performances des véhicules à acquérir ;

Deux cas d'acquisition de véhicules qui ont engendré une dépense supplémentaire de Cent Vingt Deux Millions Cinq Cent Cinquante Un Mille (122 551 000) F CFA du fait de l'attribution de certains lots des marchés à des candidats non moins disants ont été relevés dans le cadre de nos travaux ;

- veiller à respecter les dispositions de l'article 59.2 du CMP concernant l'évaluation de la conformité des offres qui doit précéder l'évaluation de la qualification qui ne doit concerner que l'attributaire;
- veiller à finaliser les procédures de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 83 du CMP ;

- veiller à notifier aux attributaires les contrats de marchés dans les meilleurs délais dès leur approbation.

- **Pour les DRP**

La SNPAD devrait :

- veiller à ce que les marchés de DRP soient inscrits dans son PPM ;
- veiller à utiliser la procédure de droit commun d'appel d'offres au lieu de lancer un marché de DRP et se voir obligé de réduire son montant pour ne pas dépasser le seuil fixé ;
- veiller à réduire au maximum les délais entre la réception des offres et leur ouverture (une bonne pratique fortement recommandée consistant à ouvrir les plis immédiatement après la date et l'heure limites de dépôt);
- veiller à ce que tous les documents émis dans le cadre de la passation des marchés soient datés ;
- éviter le fractionnement en DRP des marchés pouvant faire l'objet d'une commande groupée et lancer une procédure d'appel d'offre ouvert si elle est requise ;
- appliquer la circulaire N° 0004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre concernant la définition d'un cahier de charges contenant des spécifications techniques minimales que les offres des candidats doivent respecter pour être déclarées conformes et des critères de qualification des candidats ;
- veiller à ce que les notifications des contrats soient faites dans les meilleurs délais après leur attribution ;
- respecter les dispositions de l'article 77.2 du CMP concernant le nombre minimal de candidats à inviter dans une procédure de DRP ;
- respecter les dispositions du CMP concernant l'ouverture des offres financières de marchés de prestations intellectuelles qui ne doit pas être faite au stade de l'ouverture des plis ;
- veiller à respecter strictement les dispositions des cahiers des charges concernant les critères de qualification des candidats ;

- **Pour les Prestations intellectuelles**

- la SNPAD devrait veiller à respecter les dispositions de l'article 111 du CMP qui n'exigent pas la fourniture d'une garantie de soumission pour les marchés de prestation intellectuelle.

1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, la SNPAD s'est conformée, de façon moyennement satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret n° 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. Rappel des termes de référence

2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément

aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc.

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés ;
- l'attribution aux moins disants qualifiés ;
- le non fractionnement de marchés ;
- les conditions préalables de mise en concurrence ;
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats ;

- l'approbation des marchés par les autorités compétentes ;
 - les éléments constitutifs des cahiers des charges ;
 - les seuils des avenants ;
 - le respect des délais d'exécution ;
 - les cas de résiliation, etc.
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et Agences ;
 - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
 - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la

passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

2.3. Description des travaux d'audit

2.3.1. Audit de la passation des marchés

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à la SNPAD pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La société a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Etats financiers de la société, balance générale, grand livre et rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau de la SNPAD pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de la SNPAD visent à vérifier le respect des procédures relatives à d'une part l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès de la SNPAD les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

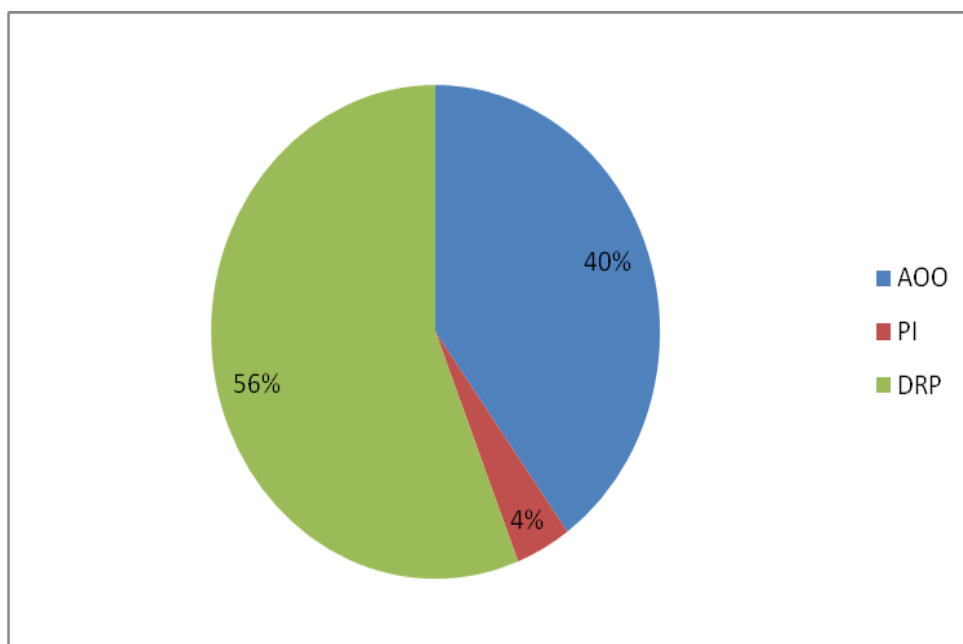
2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par la SNPAD qui constitue l'échantillon d'audit initial :

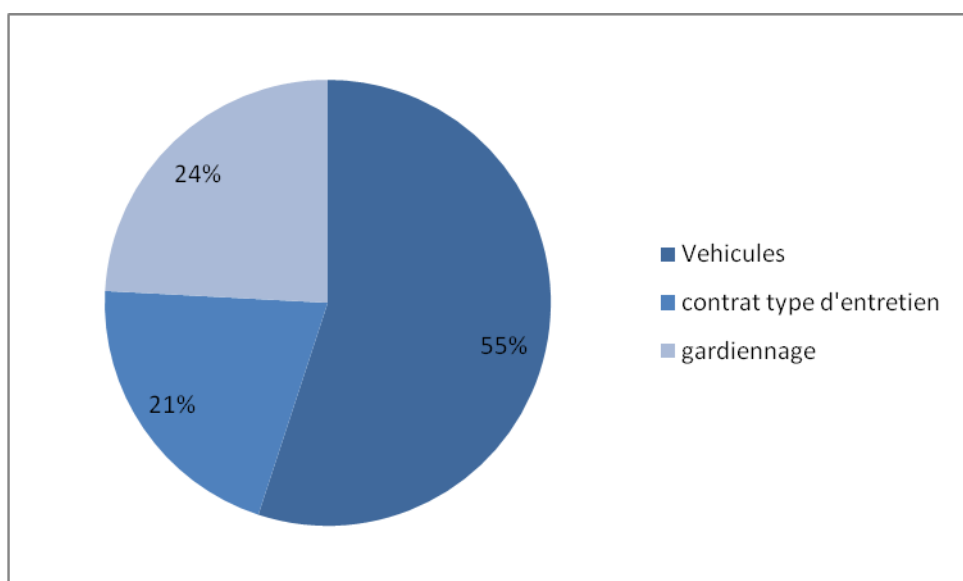
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		
	Nombre	Montant	Pourcentage
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	10	1 070 140 594	40%
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-	
Prestation Intellectuelle (PI)	1	296 297 183	4%

Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	14	331 993 712	56%
Entente Directe (ED)	-	-	
TOTAL	25	1 698 431 487	100%

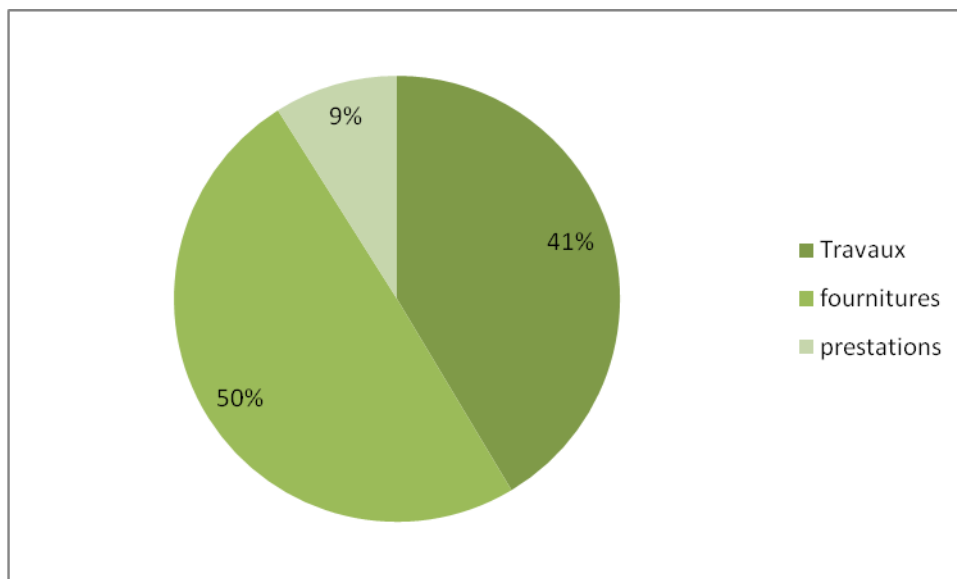
COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



REPARTITION DE L'ECHANTILLON AO



REPARTITION DE L'ÉCHANTILLON DRP



2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

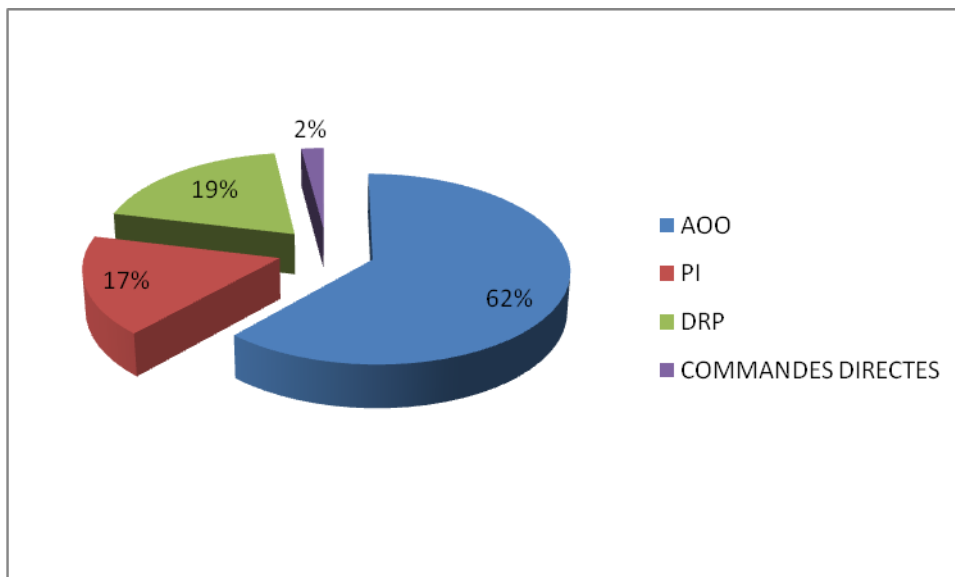
Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers de la SNPAD concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles nous ont permis de relever des acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions du CMP pour un montant de Trente Six Millions Trois Cent Quatre Vingt Dix Huit Mile Cent Quatorze (**36 398 114**) F CFA. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de la société.

Le tableau figurant en annexe 4 présente les acquisitions effectuées en violation des dispositions de l'article 76 du CMP.

2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Nos travaux ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour la SNPAD, notre échantillon porte sur 10 marchés passés par appel d'offres, 14 DRP et 01 prestation intellectuelle corrigés par les acquisitions de Trente Six Millions Trois Cent Quatre Vingt Dix Huit Mile Cent Quatorze **36 398 114**) F CFA non répertoriées sur la liste de la société.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON APRES CORRECTION



Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	15	1 472 799 759	10	1 070 140 592	66,7%	72,7%
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)	1	296 297 183	1	296 297 183	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	33	597 552 022	14	331 993 712	42,4%	55,5%
Entente directe (ED)			100%			100%
TOTAL	49	2 366 648 964	25	1 698 431 487	51%	71,8%

2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

Référence Marche	Libellé	Montant
DRP 04/2009	Acquisition d'un Pick Up 4x4 pick up double cabine	14 500 000 F CFA
Marché n°02/09/M	Fournitures de 13 véhicules Mitsubishi Outlander.	314 470 000 FCFA
Marché n°10/2009/M	Fournitures de 10 véhicules de marque Volkswagen lot 1	83 000 000 FCFA
Marché n° 13/09/M	Fourniture de 4 véhicules de type Fourgon cellulaire Ford lot n°5	74 000 000 FCFA
Marché n° 11/09/M	Fourniture Pick up Ford lot 2	22 000 000 FCFA
Marché n°12/09/M	Fourniture 3 véhicules Pick Up	36 000 000 FCFA
Marché n°14/09/M	Fourniture d'une ambulance médicalisée lot n° 6	19 990 640 FCFA
Marché n°15/09/M	Fourniture de 4 véhicules type Fourgonnette	39 600 000 FCFA
Total		603 560 640 FCFA
Total marchés examinés		1 734 829 601 FCFA
Taux de couverture audit physique		34,8%

L'audit physique fait l'objet d'un rapport séparé qui sera transmis ultérieurement.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. Rappel

3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à la SNPAD en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

3.2.1. Présentation de la SNPAD

Le Port Autonome de Dakar (PAD) a été érigé en Société Nationale par la loi N° 87-28 du 18 Août 1987. Les mutations intervenues dans le secteur des transports maritimes et la situation de concurrence interportuaire sous régionale ont incité les autorités à changer le

statut d'Etablissement Public qui régissait le Port Autonome de Dakar en Société Nationale. Ce statut lui confère, outre l'autonomie financière une liberté d'action et une capacité d'adaptation à toute modification de l'environnement.

L'article 4 des statuts de la Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD) stipule qu'elle a pour objet :

- L'exploitation, l'entretien du port maritime et de ses dépendances, la gestion de son domaine mobilier et immobilier et l'exécution des travaux d'amélioration et d'extension de ses installations.
- La création ou l'acquisition et l'exploitation de tout fond ou établissement de même nature.
- La participation par tout moyen et sous quelque forme que ce soit à toute société créée ou à créer.
- Et généralement la réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessous défini.

3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du SNPAD

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics. Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa présentation conforme aux instructions de la DCMP en la matière. A l'examen, nous avons noté que le PPM initial et son additif qui nous ont été transmis retracent essentiellement les acquisitions de l'exercice 2009. Le recoupement qui a été effectué entre l'état d'exécution du plan de passation des marchés qui nous a été présenté avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis d'identifier la réalisation de quelques marchés non inscrits dans le PPM pour la gestion 2009.

Nous avons vérifié que la SNPAD s'est conformée aux instructions du CMP en publiant dans le journal « Le Soleil » du vendredi 23 janvier 2009, un Avis Général de Passation des Marchés. Elle a transmis à la DCMP le PPM à la date du 04 février 2009. Par ailleurs, pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP, la SNPAD a institué en son sein une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés. En effet, la Commission des Marchés a été mise en place à la date du 12 Février 2009 et la Cellule de Passation des Marchés a été tardivement créée le 11 Août 2009. Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas signé l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique. La date exacte de transmission de l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés à l'ARMP et à la DCMP ne nous a pas été communiquée. Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de neuf (09), toutefois leur identité n'a pas été précisée dans l'acte de nomination, ce qui ne facilite pas la vérification de leur présence aux différentes commissions d'ouverture des plis et d'attribution.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas totalement respectées.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus transmis ses rapports trimestriels. Et la Commission des marchés a transmis son rapport annuel plus de huit (8) mois après la clôture de l'exercice 2009.

Du point de la qualité des procédures de passation de marchés, l'appréciation que nous pouvons formuler varie en fonction du mode de passation de marchés. Ainsi, si les procédures d'appel d'offres sont globalement bien conduites en dépit du fait que les dossiers dont les montants rentrent dans les seuils de compétence du contrôle à priori de la DCMP ne sont pas soumis à cette dernière, il n'en est pas de même des procédures de DRP où l'essentiel des dossiers conclus au cours de l'exercice 2009 n'ont pas respecté les dispositions édictées par le CMP pour l'évaluation des offres et l'attribution des marchés. Au surplus, des cas de fractionnement de marchés en DRP ont été relevés et pour la plupart des DRP passées par la SNPAD, les montants concernés ont été très proches des seuils limites définies pour les DRP.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. Audit de la passation des marchés

4.1.1. DRP

Ces constats portent sur quatorze (14) DRP passés par la SNPAD pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque DRP :

DRP Contrat n° 02/09/C Travaux de construction du marché Diola au marché central de poisson		
Description		Marchés
Date d'invitation		28/11/08
Date de dépôt des		16/12/08
Attributaire		EDE
Date du bon de commande		20/01/09
Date du contrat		04/02/09
Montant du marché		26 119 131 F CFA
Date de réception		30/09/09
Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux de construction du marché Diola au marché central de poisson. Parmi les entreprises consultées, six (6) ont déposé une offre. Il s'agit de :		
SSBS	29 853 784 FCFA TTC	
En Af Co	41 728 698 FCFA TTC	
EDE	27 287 331 FCFA TTC	26 119 131FCFA montant corrigé
Sarre Cons	35 316 661 FCFA TTC	
EDS	60 517 381 FCFA TTC	
Cogeco	58 890 757 FCFA TTC	
Non conformités		<ul style="list-style-type: none">- Un délai de six (6) jours a été observé entre le dépôt des offres et leur ouverture ;- Le rapport d'évaluation de la commission technique n'est pas daté ;- Dans le rapport d'évaluation technique, la conformité des offres a été évaluée mais aucune conclusion sur les offres conformes ou non n'a été dégagée. Dans ces conditions, seuls les critères de qualification ont été réellement évalués ;- L'offre de l'attributaire a été corrigée en moins d'un montant de 1 168 200 FCFA sans précision des rubriques concernées ;- Des ordres de service de régularisation (suspension et reprise de travaux aux dates respectives des 29 mai 2009 et 04 août 2009) ont été notifiés à l'entreprise le même jour, le 21 août 2009 pour des raisons d'établissement de plans visés par le Bureau de contrôle.- Les règlements du fournisseur ont été faits dans un compte différent du compte figurant dans le contrat
Recommandations		<ul style="list-style-type: none">- Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ;- Tous les documents émis dans la procédure de passation de marchés doivent être datés pour donner date certaine aux décisions prises ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Le processus d'évaluation devrait être systématiquement conduit à son terme afin de déterminer les offres conformes ou non ; - L'origine des corrections d'erreurs doit être clairement identifiée pour permettre la vérification de leur exactitude ; - Eviter les régularisations d'ordre de service de suspension de travaux qui laissent entrevoir une volonté de l'autorité contractante de ne pas appliquer les pénalités de retard dans l'exécution du marché ; - Enfin, toute modification dans les dispositions contractuelles (y compris le compte bancaire du bénéficiaire) doit faire l'objet d'un avenant.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport technique non daté : Cela ne constitue pas un point de non-conformité au regard des dispositions du Code des Marchés et de ses textes d'application. Toutefois, le Port Autonome de Dakar veillera à ce le rapport des comités techniques soit daté ; - La conformité des offres n'a pas été dégagée : La conformité des offres a été bien vérifiée par le comité technique par rapport au bordereau des prix donné dans le DAO ; - L'offre de l'attributaire a été corrigée sans préciser les rubriques concernées : Le tableau récapitulatif de l'offre comparé au devis de l'entreprise fait bien ressortir le poste objet de la correction (8 portes isoplane au lieu de 30) comme indiqué dans l'offre de l'attributaire ; - Les OS de suspension et de reprise des travaux signés le 29 Mai et le 04 Août, puis notifiés le 21 Août 2009 : Les ordres de service ont été différés jusqu'à la maîtrise de la durée de la suspension des travaux qui dépendaient de la fourniture des plans visés par le bureau de contrôle ; ce qui a été fait à la date du 19 Août 2009 ; - Le règlement du fournisseur est fait dans un compte différent de celui figurant sur le contrat : Le virement au compte CDS n°5001535549 fait une suite à un avenant modifiant la domiciliation initiale du contrat, dont est jointe en annexe.

Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard des éléments qui ressortent des dossiers qui nous ont été soumis au cours de la mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'absence de date sur le rapport technique : le CMP a fixé des délais précis pour les différentes phases de la passation du marché et l'absence de date sur un document quelconque de la procédure ne saurait constituer qu'un cas de non-conformité, en particulier puisque conformément aux exigences des TDR de notre mission, du fait de cette insuffisance, nous n'avons pas été en mesure de situer les responsabilités dans les retards constatés à l'attribution de certains marchés, - Il ressort des éléments du dossier qui nous a été fourni que l'évaluation de la conformité des offres n'a réellement pas été faite, - Le rapport d'évaluation qui nous a été remis au moment de la mission ne fait pas état de la modification sur l'offre du soumissionnaire, - L'avenant du contrat ayant permis le changement de numéro de compte bancaire ne nous a finalement pas été fourni par la SNPAD
--------------------------------	--

DRP Contrat n° 09/09/C Fournitures de 240 chaises empilables	
Description	Marchés
Date d'invitation	29/12/08
Date de dépôt des	05/01/09
Attributaire	SENEBATI
Date du bon de commande	16/01/09
Date du contrat	04/02/09
Montant du marché	29 997 960 F CFA
Date de réception	28/01/09
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de 240 chaises empilables. Six (6) entreprises ont été consultées six (6) offres ont été reçues. Il s'agit de : coût unitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • EGBM 130 000 FCFA • SSCTP 134 500 FCFA • ALTECH SA 130 000 FCFA • COMISE 130 000 FCFA 	

<ul style="list-style-type: none"> • MOBICOM 577 576 FCFA • SENEBATI 105 925 FCFA 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante (SENEBATI). Cependant, au vu des offres des candidats, les offres ont été établies sur la base de 400 chaises avec des montants qui dépassent le seuil de passation d'une DRP (30.000.000 F CFA TTC). Le contrat a été établi sur la base de 250 chaises pour un montant de 29.997.960 F CFA TTC pour contourner le lancement d'un AAO et rester dans les limites d'une DRP, en violation de l'article 53 du CMP. Ce marché aurait dû faire l'objet d'un AAO ; - Les offres n'ont pas été évaluées conformément aux spécifications techniques définies dans le cahier des charges (exemple matériau inox) ; - S'agissant d'un matériel pouvant être proposé sous différentes variantes, un échantillon aurait pu être demandé avant l'attribution du marché. Comme conséquence, la commission de réception avait refusé de prononcer la réception définitive du marché avec les constats suivants : constat d'oxydation au niveau des bras et des pieds des chaises du fait qu'ils ne sont pas en inox comme spécifié dans le cahier des charges ; - Le délai de livraison n'a pas été respecté par le fournisseur, un retard de 2 jours a été constaté et nous n'avons pas la justification de l'application de pénalités de retard comme le stipule le contrat (art 9 du contrat)
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Dès que le devis estimatif d'un marché dépasse le seuil prévu pour les marchés de DRP, le PAD doit faire recours à un appel d'offres ; - La conformité des offres doit toujours être évaluée conformément aux spécifications techniques des cahiers de charge ; - Les matériels pouvant être fournis sous plusieurs variantes doivent faire l'objet de fourniture d'un échantillon pour apporter au PAD l'assurance que les matériels à livrer seront conformes aux exigences attendues des produits ; - Une caution de bonne fin ou une retenue de garantie doit être obtenue ou effectuée sur les règlements de fournitures ou travaux exigeant une réception provisoire et une réception définitive afin de couvrir le PAS pendant la période de validité de la garantie.

Commentaires de l'AC	<p>- Dépassement de deuil : Les demandes de renseignements et de prix (DRP) prévues dans une année budgétaire font l'objet d'une estimation ; toutefois à l'issue des séances d'ouverture, les seuils peuvent être dépassés ;</p> <p>Ainsi il a été procédé à la réduction des quantités pour respecter la procédure et éviter de fausser la concurrence, du fait des prix déjà connus.</p> <p>- Evaluation des offres non conforme aux spécifications techniques dans le cahier des charges : La réception provisoire des chaises a été faite le 21/01/2009 par un comité qui n'a pas émis de réserves (cf pj)</p> <p>- Vices constatés à la réception définitive : La commission a procédé à la réception définitive des chaises avec une réserve sur les bras et pieds qui ne sont pas en inox (cf procès-verbal du 21/05/2010 joint en annexe) ; ce qui ne pouvait pas être décelé à la réception provisoire.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues</p> <p>- Comme indiqué ci-haut (points non conformités), dès que le devis estimatif dépasse ou même est très proche des seuils définis à l'article 53 du CMP, par souci de prudence, un appel d'offres ouvert doit être lancé</p> <p>- Le comité de réception n'a pas vérifié la qualité des chaises livrées qui n'étaient pas conformes aux exigences du cahier de charges (qualité INOX), ce qui devait pouvoir être aisément constaté à la réception provisoire.</p>

DRP Contrat n° 21/09/C Réhabilitation des mâts des môles 04 et 10 du PAD							
Description	Marchés						
Date d'invitation	19/12/08						
Date de dépôt des	29/12/08						
Attributaire	Delta Marine Industries (DMI)						
Date du bon de commande	26/02/09						
Date du contrat	12/05/09						
Montant du marché	35 553 400 F CFA						
Date de réception	17/07/09						
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la réhabilitation des mâts des môles 04 et 01 du PAD. Parmi les cinq (5) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <table> <tr> <td>DMI</td><td>35 553 400 FCFA</td></tr> <tr> <td>MEGS</td><td>9 392 800 FCFA</td></tr> <tr> <td>Orénium</td><td>68 805 863 FCFA</td></tr> </table>		DMI	35 553 400 FCFA	MEGS	9 392 800 FCFA	Orénium	68 805 863 FCFA
DMI	35 553 400 FCFA						
MEGS	9 392 800 FCFA						
Orénium	68 805 863 FCFA						
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un délai de sept (7) jours a été observé entre le dépôt des offres et leur ouverture ; - Le rapport d'évaluation de la commission technique n'est pas daté ; - Dans les critères de qualification, il est exigé des soumissionnaires la fourniture d'un planning de réalisation des travaux et la méthodologie d'exécution des travaux. Or, il s'agit là plutôt de critères devant permettre d'évaluer la conformité des offres. En conséquence, aucun critère de conformité des offres n'a été en définitive déterminé et évalué. 						
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ; - Tous les documents émis dans la procédure de passation de marchés doivent être datés pour donner date certaine aux décisions prises ; - Les critères de conformité des offres doivent être clairement distingués des critères de qualification des soumissionnaires. 						
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Délai d'ouverture des offres : L'article 77 du Code des Marchés Publics et les dispositions de la circulaire n°0004 en date du 31 Mars 2009 du Premier Ministre, ne prévoient nulle part, un délai pour l'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire ; <p>En conséquence, la qualification de non-conformité n'est pas justifiée.</p>						

	<p>Néanmoins, le PAD prend note de la recommandation de l'auditeur et suggère sa codification par l'autorité compétente.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport technique non daté : Cela ne constitue par un point de non-conformité suivant les dispositions du Code des Marchés Publics ; <p>Toutefois le PAD veillera à ce que le rapport des comités techniques soit daté.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun critère de conformité des offres n'a été déterminé et évalué : Après la vérification de la qualification des soumissionnaires, la conformité de leurs offres est vérifiée par rapport au bordereau des prix, au planning et à la méthodologie ; <p>La fourniture du planning et de la méthodologie a été exigée pour la qualification ; car ces documents sont nécessaires pour apprécier les capacités techniques des candidats.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues pour l'ensemble des points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un délai assez long mis pour ouvrir des offres ne saurait être considéré que comme une insuffisance du fait des risques liés à l'absence de garantie sur la violation du caractère confidentiel des offres en particulier financières, - Pour l'absence de date sur le rapport technique : le CMP a fixé des délais précis pour les différentes phases de la passation du marché et l'absence de date sur un document quelconque de la procédure ne saurait constituer qu'un cas de non-conformité, en particulier, conformément aux exigences des TDR de notre mission, du fait de cette insuffisance, nous n'avons pas été en mesure de situer les responsabilités dans les retards constatés à l'attribution de certains marchés, - Il ressort des éléments du dossier qui nous a été fourni que l'évaluation de la conformité des offres n'a réellement pas été faite.

DRP Contrat n° 27/09/C Edition de la nouvelle brochure de présentation

Description	Marchés
Date d'invitation	19/02/09
Date de dépôt des	26/02/09

Attributaire		MASTERPRINTING
Date du bon de commande		Pas disponible
Date du contrat		06/04/09
Montant du marché		28 863 000 F CFA
Date de réception		20/03/09
Offres financières des soumissionnaires exprimées en prix unitaires FCFA :		
	Version française	Version anglaise
- GRAPHI PLUS	930	1 438
- GRAVUPUB	600	600
- MANDARINE	910	340
- MASTERPRINTING	6 414	6 414
Non conformités	<ul style="list-style-type: none">- Le marché est un cas patent de fractionnement puisqu'un marché de nature analogue (travaux d'impression) portant sur presque le même montant a été attribué au même fournisseur (voir fiche ci – après) ;- Dans le cahier de charges, une confusion a été entretenue entre les critères de conformité des offres et les critères de qualification des candidats. Dans ces derniers, il est ainsi exigé des soumissionnaires la fourniture du détail des prix unitaires des brochures et du montant total y compris la TVA et de présenter des maquettes conformes aux spécifications techniques du cahier des charges ;- L'offre de l'attributaire (28 863 000 FCFA) est six (6) fois plus importante que la moyenne de toutes les offres ;- L'offre de GRAVUPUB moins disante (2 700 000 FCFA) et presque dix fois inférieure à celle de l'attributaire a été éliminée pour non respect d'un seul critère de loin non significatif (absence de fourniture du détail des prix unitaires des brochures). L'examen de l'offre de ce dernier montre qu'en réalité, à l'instar des autres soumissionnaires, il a bien fourni le détail des prix unitaires. La maquette qu'il a par ailleurs fournie conformément aux exigences du cahier des charges a été retenue conforme ;- L'incidence financière pour le PAD de l'attribution du marché au soumissionnaire moins disant aurait été une économie de 26 163 000 FCFA soit 91% du montant payé à l'attributaire du marché,	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de	

	<p>prix raisonnables à une qualité appréciable, le PAD devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de nature similaire et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les critères de conformité des offres doivent être clairement distingués des critères de qualification des soumissionnaires. - Pour sauvegarder les intérêts du PAD, les membres de la Commission de dépouillement doivent systématiquement éviter d'éliminer des candidats dont l'offre moins disante est conforme pour l'essentiel. Ceci évitera d'utiliser des critères non déterminants pour la conformité des offres et n'ayant aucune incidence sur les performances attendues du produit proposé
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Fractionnement du marché : La brochure de présentation et les agendas sont des fournitures de natures totalement différentes ; <p>En effet, les spécifications techniques des DRP et les exemplaires disponibles qui pourront être fournis au besoin, témoignent de cette différence ;</p> <p>Par ailleurs, l'autorité contractante ne pouvait pas lancer au mois de février 2009 les agendas de l'année 2010, alors que la brochure de présentation est habituellement réalisée en début d'année pour de raisons liées à la politique commerciale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Confusion entre critères de conformité et de qualification dans le DAO : Le PAD prend bonne note de l'observation et en tiendra compte à l'avenir. - Offre de l'attributaire supérieure à la moyenne : Masterprinting était le seul candidat qualifié après analyse des offres. C'est pour cette raison que son offre a été retenue ; <p>Les autres offres bien que moins chères ne pouvaient être retenues parce que non qualifiées au regard du DAO.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard des éléments qui ressortent du dossier qui nous a été soumis.</p> <p>Les critères d'élimination des autres soumissionnaires de loin moins disants ne nous ont pas paru recevables.</p>

DRP n°27/2009 Fournitures d'agendas											
Description	Marchés										
Date d'invitation	31/07/09										
Date de dépôt des offres	02/09/09										
Attributaire	MASTERPRINTING										
Date du bon de commande	Pas disponible										
Date du contrat	12/10/09										
Montant du marché	29 805 384 F CFA										
Date de réception	Pas disponible										
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture d'agendas pour l'année 2010. Parmi les 11 entreprises consultées, cinq (5) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <table> <tr> <td>Dandioba</td><td>21 115 500</td></tr> <tr> <td>Saphir Communication</td><td>26 400 000</td></tr> <tr> <td>Masterprinting</td><td>35 483 000 réduit à 29 805 384 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>ABN. Com</td><td>27 051 500</td></tr> <tr> <td>Sativa</td><td>33 000 000</td></tr> </table> <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière la plus élevée parmi toutes les autres offres.</p>		Dandioba	21 115 500	Saphir Communication	26 400 000	Masterprinting	35 483 000 réduit à 29 805 384 FCFA TTC	ABN. Com	27 051 500	Sativa	33 000 000
Dandioba	21 115 500										
Saphir Communication	26 400 000										
Masterprinting	35 483 000 réduit à 29 805 384 FCFA TTC										
ABN. Com	27 051 500										
Sativa	33 000 000										
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché dépasse le seuil de passation des marchés de DRP même s'il a été par a suite réduit après négociation après l'attributaire ; - Les offres de tous les candidats en dehors de l'attributaire ont été considérées comme non conformes pour proposition de délais longs de livraison. Ceci a été fait en violation des dispositions du cahier de charges qui n'avait prévu que l'application d'ajustements à titre de pénalités (25 000 FCFA par jour supplémentaire de retard de livraison). Après vérification, nous avons relevé que, même appliquées aux offres de ces soumissionnaires, ces pénalités ne rendraient pas l'offre de l'attributaire moins disante ; - En dépit du fait que le critère retenu pour attribuer le marché à MASTERPRINTING a été la conformité de son offre avec le délai limite de livraison, il a accusé un retard de plus d'un (1) mois par rapport au délai prévu de livraison (27 Novembre 2009) qu'il s'était même engagé à avancer au 20 novembre 2009 ; - L'attributaire n'a en définitive pas respecté le délai de livraison qui était fixé au 27 Novembre 2009. Alors que les autres candidats avaient été éliminés du fait que leurs offres stipulaient que la réception se ferait au-delà de cette date. L'attributaire a livré les 900 Agendas le 05 Janvier 2010 après une notification intervenue le 12 Octobre 2009 ; 										

	<ul style="list-style-type: none"> - La facture de l'attributaire présente un formalisme insuffisant (absence de cachet de l'entreprise) ; - Le délai de règlement contractuel de la facture n'a pas été respecté. Initialement fixé à 60 j (date de livraison), la facture a été finalement réglée après seulement 32 j.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAD devrait veiller à respecter scrupuleusement les dispositions du cahier de charges dans le cadre de l'évaluation de la conformité des offres. Des critères non déterminants pour la performance attendue des produits à livrer ne doivent en particulier pas être utilisés surtout s'ils doivent conduire à éliminer des offres moins disantes et conformes pour l'essentiel.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Dépassement de seuil : Les demandes de renseignements et de prix (DRP) prévues dans une année budgétaire font l'objet d'une estimation ; toutefois à l'issue des séances d'ouverture, les seuils peuvent être dépassés ; Ainsi il a été procédé à la réduction des quantités pour respecter la procédure et éviter de fausser la concurrence, du fait des prix déjà connus. - Elimination de candidats pour délai long de livraison : Le délai fixé dans le cahier des charges est le 27/11/2009. Ce délai était bien connu par l'ensemble des soumissionnaires et tenait au fait qu'un agenda doit être disponible autant que possible avant la fin de l'année ; L'élimination des autres candidats est justifiée par le non respect de ce délai dans leur soumission.
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comme indiqué ci-haut dans les points de non-conformité, dès que le devis estimatif dépasse ou même est très proche des seuils définis à l'article 53 du CMP, par souci de prudence, un appel d'offres ouvert doit être lancé - En dépit de son engagement, l'attributaire n'a pas respecté le délai de livraison et le règlement de sa facture a été avancé.

DRP n°32/2009 Fournitures d'agendas et de blocs éphémérides	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/09/09
Date de dépôt des offres	05/10/09
Attributaire	International de Fournitures et d'Equipeement(IFE)
Date du bon de commande	Pas disponible
Date du contrat	31/12/09
Montant du marché	11 828 025 F CFA
Date de réception	23/12/09
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché est un cas patent de fractionnement puisqu'un marché de nature analogue (travaux d'impression) a été passé par le PAD un mois auparavant (voir fiche ci – avant) - Les offres ont été ouvertes neuf (9) jours après leur date limite de dépôt ; - Aucune spécification technique particulière des fournitures à livrer n'a été déterminée dans les dossiers d'invitation, il est simplement spécifié (agendas affaires, agendas randonnée...). Dans ces conditions, aucune évaluation de la conformité des offres n'a pu être faite par la Commission de dépouillement qui a procédé, dès le stade d'ouverture des plis, à l'attribution du marché, - En dépit de la spécificité technique des produits à livrer, aucune capacité technique ou financière n'a été définie comme critère de qualification ; - L'attributaire a modifié les types d'agendas figurant dans son offre et dans le bon de commande du fait, selon ses dires, d'une rupture chez ses fournisseurs et le délai de livraison contractuel a été dépassé d'un (1) mois alors même qu'il proposait dans son offre de le réduire de deux semaines par rapport au délai contractuel fixé. Ces deux faits peuvent amener à s'interroger sur ses capacités techniques et financières pour exécuter le marché ; - L'offre financière de l'attributaire a été corrigée en moins d'un montant de 221 250 FCFA sans que soit précisée la justification de cette modification ; - La notification du contrat est intervenue plus d'un (1) mois après l'attribution du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, le PAD

	<p>devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de nature analogue et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ; - Les marchés qui exigent un certain niveau de technicité doivent donner lieu à la définition de spécifications techniques précises des produits à livrer afin de s'assurer que les produits proposés par les soumissionnaires sont conformes à ceux recherchés par le PAD. De même des critères de qualification permettant de juger les capacités techniques et financières des soumissionnaires doivent être déterminés ; - L'offre de l'attributaire ne devrait pouvoir être modifiée qu'en raison de cas de force majeure pour éviter la rupture de l'égalité entre les soumissionnaires et devrait pouvoir faire l'objet de pénalités sous forme par exemple de réduction de prix des produits à livrer ou de pénalités financières ; - Les corrections d'erreurs sur les offres des soumissionnaires doivent être clairement mises en évidence ; - Le PAD devrait veiller à finaliser le processus de contractualisation immédiatement après l'attribution des marchés pour éviter ces cas de régularisation.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Fractionnement du marché : Il s'agit de fourniture acquises et distribuées en l'état sans façonnage (agendas et blocs éphémérides) contrairement aux agendas commerciaux totalement différents aussi bien pour la conception, la présentation et la réalisation ; <p>En effet, les agendas et blocs éphémérides sont acquis sur le marché en l'état, alors que les agendas commerciaux sont confectionnés et personnalisés suivant des spécifications techniques bien précises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délai de 9 jours entre date de dépôt et date d'ouverture des offres : L'article 77 du Code des Marchés Publics et les dispositions de la circulaire n°004 en date du 31 Mars 2009 du Premier Ministre, ne prévoient nulle part, un délai pour l'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire ; <p>En conséquence, la qualification de « non-conformité » n'est pas justifiée ;</p>

	<p>Néanmoins, le PAD prend note de la recommandation de l'auditeur et suggère sa codification par l'autorité compétente.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de spécifications techniques : Les appellations « agendas affaires, agendas randonnée... » constituent bien des spécifications techniques connues de tous les fournisseurs de ces types d'agendas. - Absence de capacité financière : L'attestation de capacité financière n'était pas prévue dans le dossier de consultation de la DRP. Il s'agit d'articles courants disponibles sans le commerce. - Modification types d'agendas et dépassement des délais de livraison : Le PAD avait accepté la demande de modification des types d'agendas introduite par le fournisseur (cf pièces jointes) ; <p>En ce qui concerne le délai, le retard est justifié par une notification tardive de l'attributaire du marché.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues</p> <ul style="list-style-type: none"> - les agendas quelque soit leur spécificité peuvent être traités comme des marchés analogues même en plusieurs lots, - même si l'article 77 du CMP ne donne un délai limite précis, le délai de 9 jours mis pour ouvrir des offres n'est pas acceptable. - l'appellation agendas d'affaires, de randonnée ne saurait suffire comme spécifications techniques, - nous n'avons pas requis une attestation de capacité financière mais une référence à un niveau de capacité financière à remplir par les soumissionnaires exemple chiffre d'affaires minimal - ce qui est en cause en l'espèce ce n'est pas l'acceptation par le PAD de la modification des types d'agendas mais le fait que le fournisseur ait pu le faire sans aucune conséquence sur son contrat, ce qui clairement rompt l'égalité entre les soumissionnaires.

DRP Contrat n° 49/09/C Travaux de carénage du lac de Guiers du PAD	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/01/09
Date de dépôt des	17/02/09
Attributaire	TTS
Date du bon de commande	30/03/09
Date du contrat	18/05/09
Montant du marché	35 969 114 F CFA
Date de réception	25/08/09
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux de carénage du "lac de Guiers" du PAD. Parmi les 6 entreprises consultées, 3 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <p>DMI 62 804 202 FCFA</p> <p>TTS 35 969 114 FCFA</p> <p>ORENIM 30 671 858 FCFA</p> <p>selon le rapport technique OREMIN qui a l'offre financière la moins disante ne remplit pas tous les critères de qualification d'où son élimination. C'est par la suite que le candidat TTS a été retenu.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un délai de sept (7) jours a été observé entre la date de dépôt des offres et leur ouverture ; - Au cours de l'évaluation, les critères de qualification ont été mêlés avec les critères de conformité des offres ; - Le rapport de la commission technique n'est pas daté ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ; - L'évaluation des critères de conformité des offres doit être clairement distinguée de celle des critères de qualification des soumissionnaires ; - Tous les documents émis dans la procédure de passation de marchés doivent être datés pour donner date certaine aux décisions prises.
Commentaires de l'AC	<p>- Délai d'ouverture des offres 7 jours après leur réception :</p> <p>L'article 77 du Code des Marchés Publics et les dispositions de la circulaire n°004 en date du 31 Mars 2009 du Premier Ministre, ne prévoient nulle part, un délai pour l'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire ;</p> <p>En conséquence, la qualification de « non-conformité » n'est pas justifiée ;</p> <p>Le PAD prend bonne note de la recommandation de l'auditeur et suggère sa codification par l'autorité compétente.</p>

	<p>- Au cours de l'évaluation, les critères de qualification et de conformité des offres ont été mêlés :</p> <p>La procédure de vérification des offres est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de la qualification des soumissionnaires et élimination des soumissionnaires non qualifiés, • Evaluation des offres des soumissionnaires qualifiés. <p>La conformité des offres a été bien vérifiée par le comité technique par rapport au bordereau des prix donné dans le DAO.</p> <p>- Rapport technique non daté :</p> <p>Cela ne constitue pas un point de non-conformité suivant les dispositions du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Toutefois, le PAD veillera à ce que le rapport des comités techniques soit daté.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard des dossiers qui nous ont été soumis qui ne font pas référence de vérifications de la conformité technique des offres. Il ne suffit pas en effet pour le comité technique de dire qu'il a procédé à cette vérification, encore faudrait-il que le PV le mentionne clairement avec à l'appui les éléments d'analyse qui ont été faits. Par ailleurs, il ressort des éléments du dossier qui nous a été fourni que l'évaluation de la conformité des offres n'a réellement pas été faite</p>

DRP 04/2009 Acquisition d'un Pick Up 4x4 double cabine

Description	Marchés
Date d'invitation	13/03/09
Date de dépôt des	25/03/09
Attributaire	Africaine de l'Automobile
Date du bon de commande	28/04/09
Date du contrat	15/05/09
Montant du marché	14 500 000 F CFA
Date de réception	07/05/09

Il s'agit d'un contrat de marché relatif l'acquisition d'un Pick Up 4x4 double cabine. Parmi les 7 entreprises consultées 5 ont déposé une offre. Il s'agit de :

Africaine de l'Automobile	14 500 000
Sénégalaise de l'Automobile	18 026 860
SERA	15 700 000
CFAO	17 487 200
Espace Auto	12 000 000

D'après le rapport technique, Espace Auto étant le moins disant n'a pas fourni d'attestation de capacité financière d'où son élimination. C'est ainsi que l'Africaine de l'Automobile le second moins disant a été retenu.

Non conformités

- Le marché constitue un fractionnement, un mois après son lancement un appel d'offres portant sur l'acquisition de 16 véhicules a été lancé par le PAD ;
- Espace Auto qui a présenté l'offre moins disante a été éliminée pour absence de fourniture de l'attestation de capacité financière et aucun délai ne lui a été imparti pour fournir l'élément manquant. Or, dans le cahier des charges, il est bien précisé que *"tous documents non fournis ou incomplets pour justifier de sa qualification sont exigibles du soumissionnaire avant attribution définitive du contrat"*. Cette élimination a été donc faite en violation des dispositions du cahier de charges et de l'article 45 (g) du CMP qui prévoit l'éventualité de pouvoir allouer aux soumissionnaires un délai supplémentaire pour fournir l'attestation de capacité financière. Le cahier des charges ayant confirmé cette possibilité offerte aux soumissionnaires devrait ainsi être respecté ;
- L'Africaine de l'Automobile a dépassé le délai de livraison de 9 jours et des pénalités de retard n'ont pas été appliquées.

Recommandations

Le PAD devrait veiller à :

	<ul style="list-style-type: none"> - regrouper l'ensemble des commandes de nature analogue pour lancer un appel d'offres dans les conditions décrites par le CMP, - respecter systématiquement les dispositions des cahiers de charges avant d'attribuer les marchés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Fractionnement : cette consultation pouvait être regroupée avec l'appel d'offres pour l'acquisition de 16 véhicules : Les caractéristiques techniques du véhicule pick-up 4x4 double cabine prévues dans les DRP sont très différentes de celles des 16 autres véhicules qui étaient prévues dans le PPM et dont l'appel d'offres a été lancé un mois après. - Elimination de Espace Auto pour défaut de capacité financière, alors qu'il est moins disant : La Société Espace Auto a été éliminée car elle n'avait pas fourni l'attestation de capacité financière exigée dans les critères de qualification pour justifier ses moyens financiers ; Pour les critères de qualification, les documents pouvant être fournis après l'ouverture des offres ne doivent concerner que des compléments de propositions contenues dans l'offre, sans les modifier (par exemple : une attestation d'une expérience énoncée et dont le document correspondant n'est pas joint) ; Pour cette raison, il n'a pas été possible de demander à Espace Auto, de fournir cette pièce complémentaire. - Des pénalités de retard de 9 jours n'ont pas appliquées : Le véhicule était bien disponible en stock, mais non encore immatriculé. Un délai est nécessaire au Fournisseur pour effectuer les formalités de mise à la consommation, de production par le PAD de l'attestation d'assurance permettant l'immatriculation. c'est cette procédure qui a pris 9 jours ; En conséquence, il n'était pas raisonnable d'appliquer des pénalités de retard au fournisseur pour un véhicule matériellement disponible.
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard des éléments qui nous ont été soumis.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acquisition du véhicule pouvait bien faire l'objet d'un lot distinct dans le même appel d'offres, - Le cahier des charges a bien précisé que "tous

	<p><i>documents non fournis ou incomplets pour justifier de sa qualification sont exigibles du soumissionnaire avant attribution définitive du contrat</i>”. En conséquence, l’attestation de capacité financière aurait bien pu faire l’objet de demande complémentaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> - En ce qui concerne les pénalités de retard, le PAD devrait se limiter aux clauses du contrat et les appliquer (le fournisseur étant responsable des formalités administratives et s’étant engagé pour un délai précis de livraison dans son contrat)
--	---

DRP 13/2008 Fourniture et pose de containers à usage de bureaux en zones nord et sud							
Description	Marchés						
Date d’invitation	17/06/08						
Date de dépôt des	02/07/08						
Attributaire	Universal Alu						
Date du bon de commande	30/07/08						
Date du contrat	05/02/09						
Montant du marché	36 093 492 F CFA						
Date de réception	08/05/09						
<p>Il s’agit d’un contrat de marché relatif à la fourniture et à la pose de containers à usage de bureaux en zones nord et sud. Parmi les dix (10) entreprises consultées, trois (3) ont déposé une offre. Il s’agit de :</p> <table> <tr> <td>ESCR</td><td>43 402 754 FCFA</td></tr> <tr> <td>SAC</td><td>59 743 400 FCFA</td></tr> <tr> <td>Universal Alu</td><td>36 092 900 FCFA</td></tr> </table>		ESCR	43 402 754 FCFA	SAC	59 743 400 FCFA	Universal Alu	36 092 900 FCFA
ESCR	43 402 754 FCFA						
SAC	59 743 400 FCFA						
Universal Alu	36 092 900 FCFA						
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été attribué le 23 Juillet 2008 mais n’a été notifié à l’attributaire que le 26 mai 2009 (soit 10 mois après) après son enregistrement le 05 Février 2009. Auparavant, l’attributaire a procédé à la livraison des travaux à la date du 19 Février 2009. L’ordre de service et la notification du contrat ont été ainsi établis à titre de régularisation puisque qu’à la date de leur 						

	<p>établissement, les travaux avaient déjà été effectués et réceptionnés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les montants des offres présentent des écarts importants du fait de l'insuffisance du Dossier de consultation qui n'a pas prévu un cadre de devis quantitatif clair permettant aux candidats de soumissionner sur la même base. - L'ordre de service de démarrage est notifié au titulaire le 03/12/2008. La réception provisoire a eu lieu le 20/12/2008 alors que le P.V. de réception est datée du 08 mai 2009 (régularisation). D'autre part, le Bordereau de livraison est daté du 19/02/2009, soit bien après la réception des travaux ; - Le rapport technique n'est pas daté ; - La conformité des offres n'a pas été évaluée, l'évaluation s'est limitée aux critères de qualification.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAD doit veiller à conserver la preuve de la réception des lettres d'invitation des candidats proposés ; - Le PAD devrait veiller à finaliser le processus de contractualisation immédiatement après l'attribution des marchés pour éviter ces cas de régularisation ; - La conformité des offres doit être systématiquement évaluée avant l'attribution des contrats.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Durée entre attribution et notification : 10 mois : Il y a eu plusieurs échanges de correspondances entre le PAD et l'attributaire sur l'exécution du marché notamment les travaux de pose comportant les aménagements ; A l'issue des échanges de courriers, l'attributaire a finalement accepté le 25 novembre 2009 d'exécuter le marché conformément aux prescriptions de la DRP. - Insuffisance du dossier de consultation qui n'a pas prévu un cadre de devis clair : Le cadre de devis de la consultation a permis à tous les soumissionnaires de proposer leur prix, sans demander des informations complémentaires. Un soumissionnaire a jugé nécessaire de détailler d'avantage son offre, tout en restant dans le cadre qui était proposé. - Rapport technique non daté : Cela ne constitue pas un point de non-conformité suivant les dispositions du Code des Marchés Publics ; <p>Toutefois, le PAD veillera à ce que le rapport des comités techniques</p>

	<p>soit daté.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conformité des offres n'a pas évaluée. L'évaluation s'est limitée aux critères qualification : <p>La conformité des offres a été bien vérifiée par rapport au bordereau des prix donné dans la DAO.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard des éléments qui nous ont été fournis</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'absence de date sur le rapport technique : le CMP a fixé des délais précis pour les différentes phases de la passation du marché et l'absence de date sur un document quelconque de la procédure ne saurait constituer qu'un cas de non-conformité, en particulier, conformément aux exigences des TDR de notre mission, du fait de cette insuffisance, nous n'avons pas été en mesure de situer les responsabilités dans les retards constatés à l'attribution de certains marchés, - Il ressort des éléments du dossier qui nous a été fourni que l'évaluation de la conformité des offres n'a réellement pas été faite

DRP 10/2009 Expertise du Wharf pétrolier	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/02/09
Date de dépôt des	18/03/09
Attributaire	Centre de la Mer
Date du bon de commande	22/05/09
Date du contrat	22/06/09
Montant du marché	29 783 200 F CFA
Date de réception	06/10/09
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'expertise du wharf pétrolier du PAD. Parmi les trois (3) entreprises consultées, deux (2) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <p>Centre de la Mer 29 783 200 FCFA Offre initiale (35 211 200 FCFA) TSM 52 705 880 FCFA</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Dans les dossiers qui nous ont été remis, il semble que seuls trois (3) candidats avaient été invités et nous n'avons pas la preuve de la réception de la lettre

	<p>d'invitation par le candidat n'ayant pas remis une offre. Les dispositions de l'article 77.2 du CMP qui exigent l'invitation d'au moins cinq (5) entreprises ont ainsi été violées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'offre financière initiale du candidat attributaire (35 211 200 FCFA) dépassait le seuil de passation de DRP. Il a fallu demander à l'attributaire de revoir son offre pour arriver au montant final du marché (29 783 200 FCFA). Ceci montre qu'au vu du devis estimatif, un appel d'offres aurait pu être passé ; - Bien qu'il s'agisse d'un marché de prestations intellectuelles, les offres financières ont été ouvertes dès le stade d'ouverture des plis. Par la suite, le comité technique a appliqué une méthode d'évaluation propre aux marchés de prestations intellectuelles (Article 79.5 du CMP) avec l'utilisation d'un système de notes pondérées entre notes des offres techniques et notes des offres financières ; - L'attributaire a accusé 79 jours de retard sans que des pénalités ne lui soient appliquées. (démarrage 09/06/09, durée contrat 40 jours, date de réception 06/10/09)
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAD devrait veiller à se conformer systématiquement aux dispositions de l'article 77.2 du CMP en invitant au moins dans les procédures de DRP cinq candidats ; - A chaque fois que le devis estimatif d'une prestation de service à une probabilité de dépasser le seuil maximal fixé pour les DRP, le PAD devrait utiliser la procédure de droit commun d'appel d'offres ouvert ; - S'agissant d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres devrait être faite en deux étapes par la Commission interne de dépouillement (ouverture des offres techniques suivie des offres financières des candidats qualifiés)
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de candidats inférieur au minimum requis : Le dossier de consultation a été transmis aux seules entreprises connues dans la place susceptible de pouvoir réaliser de telles prestations : Centre de la Mer – Tous Travaux Sous Marins (TTSM) – Hydro marine. - Dépassement du seuil DRP : Les demandes de renseignements et des prix (DRP) prévues dans une année budgétaire font l'objet d'une estimation ; toutefois à l'issue des

	<p>séances d'ouverture, les seuils peuvent être dépassés ;</p> <p>Ainsi il a été procédé à la réduction des quantités pour respecter la procédure et éviter de fausser la concurrence, du fait des prix déjà connus.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture des Offres financières au stade de réception des plis : Les offres financières ont été ouvertes par inadvertance pour cette DRP, au stade de réception des plis. - Application des pénalités de retard : Le contrat a été notifié le 09 Juin 2009 pour un délai d'exécution de 40 jours ouvrables ou 08 semaines ; <p>Le rapport provisoire a été déposé le 29 Juillet 2009 ;</p> <p>Après plusieurs réunions nécessaires concernant l'examen des différents rapports techniques relatif aux quais (wharf pétrolier, postes pétroliers, poste RORO, digue du bassin ouest), les représentants du PAD avaient formulé plusieurs observations suivies de modifications et de réunions complémentaires ;</p> <p>C'est à l'issue de cette procédure que la réception a été prononcée ;</p> <p>Par ailleurs, il y a lieu de signaler que l'expertise des quais concernés ne pouvait être faite par la présence de navires ce qui a justifié l'allongement du délai d'exécution ;</p> <p>En résumé, l'expertise a été faite dans les délais, en tenant compte des contraintes d'occupation des quais, étant entendu que leur exploitation commerciale ne pouvait être suspendue.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Commentaires pour l'essentiel non recevables. Observations maintenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas précis d'un nombre connu limité de fournisseurs spécialisés, quelque soit le seuil, un appel public à la concurrence aurait pu être lancé pour informer le maximum de candidats, - Le devis estimatif de ce type de marché étant certainement très proche du seuil défini par l'article 53, par prudence un appel d'offres aurait pu être lancé, - L'inadvertance ne saurait être recevable pour des enjeux aussi importants que l'attribution d'un marché au vu de la qualification supposée des membres de la commission des marchés, auquel cas (d'ouverture des offres financières par inadvertance) le marché aurait pu être relancé pour assurer l'égalité des soumissionnaires

DRP Contrat n° 73/09/C Travaux de réfection des gargotes du môle 1 du PAD	
Description	Marchés
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	22/04/09
Attributaire	MANITOU
Date du bon de commande	08/07/09
Date du contrat	24/08/09
Montant du marché	14 865 050 F CFA
Date de réception	30/10/09
Candidats consultés :	
<ul style="list-style-type: none"> - EBGC 21 477 605 FCFA - BATIS CONSTRUCTION 13 019 176 FCFA - GLOBAL TECHNIC 16 465 484 FCFA - MANITOU 14 865 050 FCFA - SABAFOR 20 000 410 FCFA - BATI PLUS II 15 154 079 FCFA 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un délai de 9 jours s'est écoulé entre la date de dépôt des plis et la date de leur ouverture ; - Le montant de l'offre figurant dans la lettre de soumission de l'attributaire est de 13 325 150 FCFA TTC différent du montant du devis estimatif (14 865 050 FCFA TTC) sans que le comité technique ne relève cette divergence dans son rapport ; - Le PV du Comité technique n'est pas daté ; - La conformité des offres n'a pas été évaluée.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt, - Les divergences entre le montant de la lettre de soumission et celui du devis estimatif doivent être relevées dans la partie corrections d'erreurs.
Commentaires de l'AC	NEANT
Appréciation du Cabinet	NEANT

DRP Contrat n°99/09/C Travaux d'étanchéité pré hivernale 2009 au PAD

Description	Marchés																		
Date d'invitation	06/07/09																		
Date de dépôt des offres	22/07/09																		
Attributaire	MMTM																		
Date du bon de commande	16/09/09																		
Date du contrat	13/10/09																		
Montant du marché	24 972 292 F CFA																		
Date de réception	02/06/09																		
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux d'étanchéité pré-hivernale. Parmi les 10 entreprises consultées, huit (8) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <table> <tr> <td></td><td>FCFA</td></tr> <tr> <td>DEES</td><td>39 620 671</td></tr> <tr> <td>GIE Ndiaye et frères</td><td>30 783 342</td></tr> <tr> <td>Saloum Multi SERVICES</td><td>74 526 062</td></tr> <tr> <td>Ndiaga Mbengue</td><td>44 143 174</td></tr> <tr> <td>SAC</td><td>49 014 604</td></tr> <tr> <td>GIE MMTM</td><td>24 972 292</td></tr> <tr> <td>BATICHIMIE</td><td>49 929 340</td></tr> <tr> <td>Mbakol Ese</td><td>65 556 080</td></tr> </table>			FCFA	DEES	39 620 671	GIE Ndiaye et frères	30 783 342	Saloum Multi SERVICES	74 526 062	Ndiaga Mbengue	44 143 174	SAC	49 014 604	GIE MMTM	24 972 292	BATICHIMIE	49 929 340	Mbakol Ese	65 556 080
	FCFA																		
DEES	39 620 671																		
GIE Ndiaye et frères	30 783 342																		
Saloum Multi SERVICES	74 526 062																		
Ndiaga Mbengue	44 143 174																		
SAC	49 014 604																		
GIE MMTM	24 972 292																		
BATICHIMIE	49 929 340																		
Mbakol Ese	65 556 080																		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un délai de 8 jours s'est écoulé entre la date de dépôt des offres et la date de leur ouverture ; - Considérant que l'entreprise moins disante (GIE MMTM) n'avait pas fourni la garantie décennale demandée, le comité technique avait proposé son élimination. La commission de dépouillement a rejeté cette conclusion considérant que, pour sauvegarder les intérêts du PAD (coût le moins cher), il convenait de demander au candidat de fournir l'élément manquant. Dans le cahier des charges il est cependant précisé que ne seront évaluées que les entreprises qui auront satisfait aux critères de qualification. La fourniture de la garantie décennale étant citée dans le cahier des charges parmi les critères de qualification, la Commission de dépouillement ne s'est pas conformée aux dispositions du cahier des charges et aurait pu entériner la décision du Comité technique de considérer l'entreprise moins disante comme non qualifiée; - La conformité des offres n'a pas été évaluée ; - Le rapport du Comité technique n'est pas daté ; 																		

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt, - La Commission de dépouillement doit veiller à se conformer strictement aux dispositions des cahiers de charges même si les décisions consécutives à ce respect devraient l'amener à attribuer le marché à un candidat qui n'est pas le moins disant ; - La conformité des offres doit être impérativement évaluée avant toute attribution du marché ;
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Délai 8 jours entre le dépôt et l'ouverture des offres : L'article 77 du Code des Marchés Publics et les dispositions de la circulaire n°004 en date du 31 Mars 2009 du Premier Ministre, ne prévoient nulle part, un délai pour l'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire ; En conséquence, la qualification de « non-conformité » n'est pas justifiée ; Néanmoins, le PAD prend bonne note de la recommandation de l'auditeur et suggère sa codification par l'autorité compétente. - Absence de garantie décennale de l'attributaire : La commission des Marchés avait estimé que la garantie décennale peut être réclamée en complément de dossier du fait qu'elle ne prend effet qu'après travaux ; Néanmoins, pour cette DRP, la garantie décennale a été effectivement fournie (cf annexe). - La conformité des offres n'a pas été évaluée : La conformité des offres a été bien vérifiée par rapport au bordereau des prix donné dans la DAO. - Rapport technique non daté : Cela ne constitue pas un point de non-conformité suivant les dispositions du Code des Marchés Publics ; Toutefois, le PAD veillera à ce que le rapport des comités techniques soit daté.
Appréciation du Cabinet	Observations maintenues au regard des éléments qui ont mis à notre disposition :

	<ul style="list-style-type: none"> - Même si l'article 77 du CMP ne prévoit pas expressément le délai maximal d'ouverture des offres, un délai de 8j mis pour ouvrir des offres constitue bien un cas de non conformité du fait que pendant tout ce temps rien n'a permis de garantir que la confidentialité des offres, en particulier financières n'a pas été violée, - Pour assurer l'égalité entre tous les candidats, la commission des marchés ne saurait nullement déroger aux exigences du cahier de charges en permettant à un candidat de fournir un dossier qui devait le disqualifier parce que non fourni au moment du dépôt de son offre. - Il ressort des éléments du dossier qui nous a été fourni que l'évaluation de la conformité des offres n'a réellement pas été faite
--	---

DRP n°105/2009 Fournitures de lait de bébé au PAD											
Description	Marchés										
Date d'invitation	09/09/09										
Date de dépôt des offres	14/09/09										
Attributaire	Pharmacie Mbaye Sy Mansour										
Date du bon de commande	Pas disponible										
Date du contrat	16/10/09										
Montant du marché	6 083 640 F CFA										
Date de réception	Pas disponible										
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de lait de bébé. Parmi les entreprises consultées cinq (5) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <table> <tr> <td>Pharmacie Guet</td><td>6 142 800</td></tr> <tr> <td>Pharmacie Guigon</td><td>6 018 928</td></tr> <tr> <td>Pharmacie Djadine</td><td>6 156 840</td></tr> <tr> <td>Pharmacie Serigne Mbaye Sy Mansour</td><td>6 038 640</td></tr> <tr> <td>Pharmacie Kermel</td><td>6 203 640</td></tr> </table> <p>Le marché a été initialement attribué à la pharmacie Guigon qui a renoncé à la commande car n'étant pas d'accord sur les modalités de paiement proposées par le PAD. Il a été finalement attribué au second moins disant la pharmacie Serigne Mbaye Sy Mansour.</p>		Pharmacie Guet	6 142 800	Pharmacie Guigon	6 018 928	Pharmacie Djadine	6 156 840	Pharmacie Serigne Mbaye Sy Mansour	6 038 640	Pharmacie Kermel	6 203 640
Pharmacie Guet	6 142 800										
Pharmacie Guigon	6 018 928										
Pharmacie Djadine	6 156 840										
Pharmacie Serigne Mbaye Sy Mansour	6 038 640										
Pharmacie Kermel	6 203 640										
Non conformités	- Aucun élément du dossier ne renseigne sur les conditions ayant conduit au désistement de la pharmacie Guigon (modalités de paiement qui lui étaient proposées, réponse du candidat et décision finale du PAD), seule la lettre de transmission du projet										

	<p>de contrat nous a été présentée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le règlement du second attributaire a été fait sept (7) jours après la livraison alors même que l'allongement du délai de paiement semblait être la cause principale du désistement de premier attributaire.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PAD devrait veiller à documenter les échanges avec les soumissionnaires dans le cadre des procédures contractuelles afin d'être en mesure de retracer les contentieux qui peuvent y survenir ; - Le Dossier de consultation n'est pas explicite, il devait comprendre un projet de contrat qui définit les modalités de paiement, ce qui éviterait le désistement du premier moins disant ; - S'agissant de fournitures standard d'un coût assez faible, les modalités de paiement classiques (45 à 60 jours) devraient pouvoir être revues à la baisse pour susciter l'intérêt des soumissionnaires aux marchés du PAD
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Non justification de désistement du 1^{er} attributaire : La pharmacie GUIGON n'a pas voulu procéder à la signature du contrat relatif à la DRP, au motif que le délai de règlement ne lui convient pas (cf annexe). Elle a de ce fait renoncé à exécuter ce marché. - Règlement du second attributaire 7 jours après livraison : Il y a conformité avec les conditions de règlement prévues dans le contrat et non acceptées par la pharmacie GUIGON ; <p>Celles-ci stipulent que le paiement intervient après livraison sur présentation de la facture à la Direction Financière et Comptable.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le document de désistement dont il est fait état ne nous est pas fourni. Tout au plus le courrier de transmission du projet de contrat nous a été fourni. De façon plus générale, la SNPAD n'a pas bien documenté la procédure ayant abouti au désistement du 1^{er} attributaire, - Le contrat du nouvel attributaire ne précise pas le délai de règlement et rien dans le dossier ne montre que c'est le délai de 7 jours qui avait été proposé à Guigon.

DRP Contrat n°130/09/C Fournitures de 13632 pots de lait et 1680 morceaux de savons	
Description	Marchés
Date d'invitation	30/10/09
Date de dépôt des offres	10/11/09
Attributaire	BATISAD
Date du bon de commande	Pas disponible
Date du contrat	04/12/09
Montant du marché	7 560 024 F CFA
Date de réception	23/11/09
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis a eu lieu le lendemain de la date limite de dépôt des offres ; - Attribution suivant des lots non explicitement définis dans le Dossier de consultation ou la lettre d'invitation. Une attribution en deux lots (lait+savon et pâte arma) a été faite pour attribuer le marché à deux candidats dont les offres sont moins disantes pour chaque lot alors que nulle part dans la lettre d'invitation, il n'est précisé cet allotissement ; - Le contrat a été notifié postérieurement (27 Novembre 2009) à la réception des marchandises (17 Novembre 2009).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ; - Le PAD devrait veiller à finaliser le processus de contractualisation immédiatement après l'attribution des marchés pour éviter ces cas de régularisation.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Délai d'ouverture des offres : Il ne s'est écoulé qu'un jour entre la date de dépôt et celle d'ouverture des offres ; Toutefois, le PAD prendra les dispositions nécessaires pour l'ouverture des offres, même jour de dépôt. - Attribution non explicite par lots : L'attribution en deux (02) lots arrêtés par la suite, bien que n'étant pas prévue dans le cahier des charges, obéit une préoccupation de sauvegarde des intérêts du PAD. - Contrat postérieur à la réception : L'attributaire a exécuté la commande sur la base d'une lettre de commande envoyée bien avant la réception. C'est par la suite que cette dernière a fait l'objet de régularisation par contrat.

Appréciation du Cabinet	Observations maintenues : <ul style="list-style-type: none"> - Le PAD doit s'en tenir aux exigences du cahier de charges et ne saurait introduire un élément nouveau (comme l'allotissement) dans la procédure - Les contrats doivent être finalisés avant toute exécution du contrat

4.2.1. A.O

Ces constats portent sur dix (10) AO passés par la SNPAD pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque AO :

Fournitures de 24 véhicules en 6 lots	
Description	Marchés
Date de souscription	ND
Date de notification	-
Date approbation marché	-
Délai d'exécution	-
Date de réception	-
Attributaires du marché	Voir Tableau annexe
Référence marché	274 590 640 FCFA TTC Appel d'Offres
Montant marché	
Mode de passation	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'ouverture des plis a eu lieu le 27 août 2009 et l'examen des offres le 29 Octobre 2009, soit deux (02) mois après, ce qui montre un délai anormalement long entre ces deux étapes ; ▪ Les rapports d'analyse comparative des offres et les PV d'attribution n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMP en violation de l'article 138 du CMP et son arrêté d'application (N° 011580 du 38/12/2007) ; ▪ Comme critère de conformité des offres, le PAD a défini dans le cahier des charges d'une part des seuils de tolérance maximale admise en rapport avec les écarts avec les caractéristiques

	<p>techniques définies dans le CCTP (moteur (cylindrée, puissance et couple maxi) ou carrosserie (longueur, largeur et hauteur) et d'autre part des postes où aucune tolérance n'est admise (combustible, nombre cylindres, climatisation...), leur non respect entraînant l'élimination du soumissionnaire. Nous pensons que cette méthode, en particulier les spécifications portant sur la carrosserie laisse trop de marge d'appréciation au PAD qui pourrait ainsi orienter à sa guise son choix sur le produit d'un candidat.</p> <p>Les spécifications techniques définies de façon aussi détaillée (au-delà de ce que prévoit l'article 59 du CMP) nous paraissent trop fermées. En effet, des seuils de tolérance trop serrés peuvent viser les limites d'une marque déterminée et entraîner l'élimination de candidats dont l'offre conforme pour l'essentiel aurait été moins disante, si le PAD se limitait strictement aux critères définis par l'article 59 du CMP et n'avait pas défini des spécifications techniques aussi serrées. En particulier pour le lot 1, l'offre de SERA (2^{ème} moins disant) a été déclarée non conforme du fait simplement que la longueur du véhicule dépassait le seuil de tolérance. Et on peut se demander quelle conséquence ce dépassement pourrait avoir sur les performances d'un véhicule de ce type (gamme véhicule de liaison).</p> <p>Au total, l'application de ce procédé a eu comme conséquence l'attribution de trois (3) des six (6) lots à des soumissionnaires dont les offres n'étaient pas les moins disantes.</p> <p>L'économie globale de coûts à réaliser sur le marché aurait été de 55 081 000 FCFA sur les ressources du PAD.</p> <p>Le tableau ci-dessous présente le détail par lot concerné.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'attribution définitive n'a pas fait objet de publicité violant ainsi l'article 83 du code des marchés qui stipule que dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, l'autorité doit publier l'attribution définitive. ▪ Identification de points de divergences entre le projet de marché contenu dans le DAO et le marché signé : l'article 7 sur les intérêts moratoires n'est pas prévu dans le projet de marché, le délai de fourniture de la garantie de bonne exécution est de 08 jours dans le projet de marché et de 14 jours dans le marché signé après notification
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En application de l'article 138 du CMP les marchés dont les seuils atteignent les seuils fixés par l'arrêté d'application doivent

	<p>être systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PAD devrait veiller à se limiter strictement à définir des spécifications dont le non respect limiterait substantiellement la portée, la qualité ou les performances des véhicules à acquérir. La définition de spécifications techniques ayant trait par exemple à la carrosserie (hauteur, largeur et longueur) et n'ayant aucun rapport avec la performance attendue du véhicule devrait ainsi être évitée ; ▪ Le PAD devrait veiller à publier systématiquement les avis d'attribution définitive.
Commentaires de l'AC	NEANT
Appréciation du Cabinet	NEANT

N° LOT ET QUANTITES	MONTANT PROPOSE PAR L'ATTRIBUTAIRE	MONTANT PROPOSE PAR LE MOINS DISANT
LOT 1 : 10 VEHICULES BERLINE PETITE GAMME	ESPACE AUTO (83 000 000 FCFA)	MATFORCE (66 286 500 FCFA)
LOT 2 : 2 VEHICULES 4x4 PICK UP SIMPLE CABINE	AFRICAINNE AUTOMOBILE (22 000 000 FCFA)	ESPACE AUTO (20 800 000 FCFA)
LOT 3 : 3 VEHICULES 4x4 PICK UP DOUBLE CABINE	AFRICAINNE AUTOMOBILE (36 000 001 FCFA)	ESPACE AUTO EXAEQUO (36 000 001)
LOT 4 : 4 VEHICULES FOURGONNETTE VITRE	SERA (39 600 000 FCFA)	SERA
LOT 5 : 4 VEHICULES FOURGON CELLULAIRE VITRE	AFRICAINNE AUTOMOBILE (74 000 000 FCFA)	SENEGALAISE AUTOMOBILE (55 764 000 FCFA)
LOT 6 : AMBULANCE MEDICALISEE FOURGON CELLULAIRE VITRE	MATFORCE (19 990 640 FCFA)	MATFORCE (19 990 640 FCFA)
INCIDENCE FINANCIERE TOTALE		55 081 000 FCFA TTC

Fournitures de 16 véhicules en 2 lots

Description		Marchés
Date de souscription		Pas disponible
Date de notification		-
Date approbation marché		
Délai d'exécution		
Date de réception		
Attributaires du marché		Lot 1 : Sénégalaise de l'Automobile Lot 2 : Espace Auto
Référence marché		
Montant marché		Lot 1 : 314 470 000 FCFA Lot 2 : 34 000 000 FCFA
Mode de passation		Appel d'Offres
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les rapports d'analyse comparative des offres et les PV d'attribution n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMF en violation de l'article 138 du CMP et son arrêté d'application (N° 0115980 du 38/12/2007) ; ▪ Les résultats de l'évaluation technique du lot 1 donnaient le classement suivant : 1^{er} CFAO 4x4 Suzuki Grand Vitara : <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : 259 389 000 F CFA (13 véhicules) 2^{ème} SERA 4x4 X TRAIL : <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : 283 790 000 F CFA (13 véhicules) 3^{ème} Sénégalaise de l'automobile (4x4 Mitsubushi Outlander) : <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : 314 470 000 FCFA (13 véhicules) <p>L'offre de l'Africaine de l'automobile (4x4 Ford Escape : 247 000 000 FCFA) moins disante a été jugée non conforme en raison des dimensions de la carrosserie qui étaient en dessous des tolérances admises.</p> <p>En définitive, le marché a été attribué non pas au candidat classé premier, mais au candidat classé troisième du fait que le PAD a préféré laissé la faculté aux bénéficiaires des véhicules de choisir entre les trois offres des trois premiers candidats. Et ces derniers ont tous choisi la marque du candidat classé troisième en raison notamment de sa cherté.</p> <p>Ce procédé nous paraît contraire aux règles de la concurrence puisque si tel devait être le choix final du PAD, le lancement d'un appel d'offres n'aurait aucune pertinence puisque dans tous les cas de figure, c'est le choix ultime des bénéficiaires qui serait</p>	

	<p>décisif pour l'attribution du marché.</p> <p>Au surplus, il n'est nulle part indiqué dans les Instructions aux Soumissionnaires (article 3.2) que seules les offres des trois candidats classés premiers seront étudiées financièrement.</p> <p>L'économie globale de coûts à réaliser sur le marché aurait été de 67 470 000 FCFA TTC sur les ressources du PAD.</p> <p>Le tableau ci-dessous présente le détail par lot concerné.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En commission d'attribution, la Commission des marchés du PAD avait décidé initialement de ne pas donner suite au lot n°2, compte tenu des réserves concernant le choix des véhicules émises par les bénéficiaires. Ce lot n'a ainsi été attribué que quatre (4) mois plus tard à Espace Auto ; ▪ L'attribution définitive n'a pas fait objet de publicité violant ainsi l'article 83 du code des marchés qui stipule que dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, l'autorité doit publier l'attribution définitive.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En application de l'article 138 du CMP les marchés dont les seuils atteignant les seuils fixés par l'arrêté d'application doivent être systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCMP ; ▪ Le PAD devrait veiller à se limiter strictement à définir des spécifications dont le non respect limiterait substantiellement la portée, la qualité ou les performances des véhicules à acquérir. La définition de spécifications techniques ayant trait par exemple à la carrosserie (hauteur, largeur et longueur) et n'ayant aucun rapport avec la performance attendue du véhicule doit ainsi être évitée. Par ailleurs, une fois que classement des offres des candidats est fait, le marché devrait être attribué sur la seule base de la qualification du candidat classé premier (article 70 du CMP). Toute autre considération comme le choix de bénéficiaires des articles à commander devrait être proscrite. ▪ Le PAD devrait veiller à publier systématiquement les avis d'attribution définitive.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Examen préalable du rapport d'analyse des offres et du PV d'attribution provisoire : Le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire n'ont pas été soumis au contrôle à priori de la DCMP par omission. - Procédure d'attribution non conforme :

Appréciation du Cabinet	<p>L'offre de l'Africaine de Automobile (4x 4 Ford Espace : 247 000 000 F CFA) a été bien jugée non-conforme en raison des dimensions de la carrosserie, ceci conformément aux critères du dossier d'appel d'offres ;</p> <p>Le marché a été attribué au candidat ayant présenté l'offre la moins disante conforme d'un montant de 314.470.000 et non à celui classé troisième comme dit le rapport de revue. Le PAD n'a donc pas subi de préjudice financier.</p> <p>Observations maintenues pour les raisons indiquées ci-haut dans les points de non-conformité. Par ailleurs, l'offre de l'attributaire est bien supérieure à celle des deux autres candidats qualifiés (voir rapport d'évaluation technique).</p>
--------------------------------	---

N° LOT ET QUANTITES	MONTANT PROPOSE PAR L'ATTRIBUTAIRE	MONTANT PROPOSE PAR LE MOINS DISANT
LOT 1 : 13 VEHICULES 4x4	SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE (314 470 000 FCFA)	AFRICAINNE DE L'AUTOMOBILE (247 000 000 FCFA) Motif de l'élimination : dimensions carrosserie en dessous des tolérances admises dans les CCPT
LOT 2 : 2 VEHICULES BERLINE	ESPACE AUTO (34 000 000) FCFA	ESPACE AUTO (34 000 000)FCFA
INCIDENCE FINANCIERE TOTALE		67 470 000 FCFA TTC

Par ailleurs, comparée à l'offre du candidat classé premier à l'issue de l'évaluation technique (CFAO), l'offre de l'attributaire est supérieure de Cinquante Cinq Millions Quatre Vingt Un Mille (55 081 000) F CFA

AO Contrat de marché N°06/09/M type d'entretien du PAD lot 10 Réseau d'eau potable

Description	Marchés
Date de souscription	17 /08/2009
Date de notification	27/08/2009
Date approbation marché	17/08/2009
Délai d'exécution	1 an (exercice budgétaire) 1
Date de réception	Non disponible
Attributaire marché	SADE SENEGAL
Référence marché	Marché n° 06/09/M
Montant marché	136 026 978 FCFA
Mode de passation	Appel d'Offres

Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'entretien courant du réseau d'eau potable du PAD. Parmi les entreprises qui ont acheté le dossier d'appel d'offre les trois (3) suivants ont soumissionné :

- SADE SENEGAL 76 966 562 FCFA TTC après ajustement 136 026 978 FCFA
- ETDM 98 622 866 FCFA TTC
- HYDRO TECHNIQUE 208 286 756 FCFA TTC

L'offre de l'attributaire a été corrigée d'un montant de 59 060 416 FCFA, ce qui a porté son offre à 136 026 978 FCFA soit plus que l'offre de l'entreprise ETDM (98 622 866 FCFA)

Non conformités

- La qualification des candidats a été évaluée avant la conformité de leurs offres en violation de l'article 59.2 du CMP. Comme conséquence, en dehors de l'attributaire, les autres soumissionnaires ont été éliminés à la phase d'évaluation de la qualification. L'entreprise ETDM moins disante a été ainsi éliminée, avant même l'examen de son offre pour présentation d'une seule référence professionnelle en travaux analogues au lieu des deux exigées ;
- En dehors des critères de qualification, l'évaluation n'a porté en définitive que sur l'offre financière de l'attributaire. Ceci découle certainement du fait que dans le DAO, aucun critère de conformité des offres n'a été défini ;
- L'assurance-responsabilité prévue par les dispositions du contrat liant le PAD à l'attributaire n'a pas été en définitive souscrite et fournie au PAD par ce dernier.
- Le PV de réception technique n'a pas été mis à notre disposition ;

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En application des dispositions de l'article 59.2, l'évaluation de la conformité des offres doit précéder l'évaluation de la qualification qui ne doit en définitive concerner que le candidat désigné attributaire dans le cadre d'une procédure dite de "Post Qualification" qui a l'avantage de permettre à la Commission de demander des documents complémentaires à l'attributaire permettant de mieux asseoir sa qualification. L'article précité énonce ainsi que : <i>"la qualification du candidat qui a présenté l'offre évaluée la moins disante au regard des capacités juridiques, techniques et financières requises est examinée indépendamment du contenu de son offre, au vu des justifications qu'il a soumises..."</i> ; ▪ Le PAD devrait veiller à définir dans les cahiers de charge des DAO des critères de conformité des offres afin d'obtenir l'assurance que les offres des soumissionnaires répondent aux exigences techniques permettant de réaliser le marché dans les meilleures conditions de qualité. Pour des travaux d'entretien, la conformité des offres peut être jugée en tenant compte de critères comme l'adéquation du plan de travail proposé, les délais d'exécution et le planning des travaux. Par ailleurs, du fait de l'importance des sommes en jeu, l'évaluation des offres de ce type ne saurait se limiter uniquement à la composante Prix ; ▪ Le PAD devrait s'assurer que ses fournisseurs respectent les dispositions contractuelles comme la souscription de contrats d'assurance.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Confusion sur les critères de qualification et d'évaluation : Voir commentaires sur la violation article 59.2 concernant le marché n°16/2009/M au gardiennage et surveillance des immeubles à usage de bureaux et d'habitations. - Assurance responsabilité entreprise non fournie : Cette assurance concerne l'entreprise pour son chantier, une copie est donnée au PAD à titre d'information. Il n'est pas au point de non-conformité.
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues au regard du rapport d'évaluation technique qui a été mis à notre disposition.</p> <p>Copie Assurance responsabilité non fournie en définitive.</p>

Gardiennage et surveillance des bâtiments à usage de bureaux et d'habitation

Description	Marchés
Date de souscription	Néant
Date de notification	29 /03/ 2009
Date approbation marché	Néant
Délai d'exécution	Neant
Date de réception	Neant
Attributaire marché	PHOENIX
Référence marché	Marché n° 16/09/M
Montant marché	258 438 732 FCFA
Mode de passation	Appel d'Offres

Il s'agit d'un contrat de marché relatif au gardiennage et a la surveillance des bâtiments à usage de bureaux et d'habitation. Parmi les entreprises qui ont acheté le dossier d'appel d'offre les 5 suivants ont soumissionné :

- SDN 319 128 480 FCFA TTC
- PHOENIX 258 438 732 FCFA TTC
- ULTIM 244 826 400 FCFA TTC
- SCORPION 266 420 400 FCFA TTC
- BSI 275 741 424 FCFA TTC

Non conformités

- Le rapport du comité technique n'est pas daté ;
- En dépit du fait que les seuils ont été dépassés, le DAO et les rapports d'analyse comparative des offres et les PV d'attribution n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMP en violation de l'article 138 du CMP et son arrêté d'application (N° 011580 du 28/12/2007) ;
- La qualification des candidats a été évaluée avant la conformité de leurs offres en violation de l'article 59.2 du CMP. Comme conséquence, trois soumissionnaires ont été éliminés à la phase d'évaluation de la qualification, avant même l'examen de leurs offres pour défaut de fourniture de leurs états financiers certifiés et de non respect du nombre minimal de travailleurs permanents dans leur société soit 40.
Les candidats ont par la suite fourni les états financiers certifiés sans que la commission des marchés n'en tienne compte en définitive dans ses conclusions ;
- En ce qui concerne le nombre minimal de travailleurs permanents, une confusion a été faite entre le statut de travailleurs permanents et celui de travailleurs bénéficiaires de contrats à durée déterminée (CDD). Le comité technique a en a

	<p>effet considéré que les CDD n'étaient pas des contrats de travail permanent. Le candidat BSI a présenté des attestations IPRES et CSS où 328 agents sont déclarés auprès de ces deux institutions et a fourni les rapports certifiés sur les états financiers, le candidat Scorpion a présenté les justificatifs de 40 agents déclarés à l'inspection du travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'attribution définitive n'a pas fait objet de publicité violant ainsi l'article 83 du code des marchés qui stipule que dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, l'autorité doit publier l'attribution définitive ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les documents émis dans la procédure de passation de marchés doivent être datés pour donner date certaine aux décisions prises ; ▪ En application de l'article 138 du CMP les marchés dont les seuils atteignant les seuils fixés par l'arrêté d'application doivent être systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCPM ; ▪ En application des dispositions de l'article 59.2, l'évaluation de la conformité des offres doit précéder l'évaluation de la qualification qui ne doit en définitive concerner que le candidat désigné attributaire dans le cadre d'une procédure dite de "Post Qualification" qui a l'avantage de permettre à la Commission de demander des documents complémentaires à l'attributaire permettant de mieux asseoir sa qualification. L'article précité énonce ainsi que : <i>"la qualification du candidat qui a présenté l'offre évaluée la moins disante au regard des capacités juridiques, techniques et financières requises est examinée indépendamment du contenu de son offre, au vu des justifications qu'il a soumises..."</i> ; ▪ Le PAD devrait veiller à publier systématiquement les avis d'attribution définitive,
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Sur la non-conformité liée au contrôle a priori de la DCPM : Les commentaires faits sur le seuil demeurant valable. - Sur la non-conformité liée à la violation de l'article 59.2 du CMP » Le rapport fait état de ce que « la qualification des candidats a été évaluée avant la conformité de leur offres, en violation de l'article 59.2 du CMP », avec comme conséquence l'élimination de trois soumissionnaires avant même l'évaluation de leurs offres ;

Cette opinion appelle de notre part les commentaires ci-après :

- 1- L'article 59.2 du CMP, comme bien précisé dans le titre de la section 4 dont il est l'article unique vise bien « **les critères d'évaluation des offres**, et non les critères d'évaluation des offres et de la qualification ;

Comme indiqué par le titre de la section, tout l'article 59 est bien consacré à l'évaluation des offres.

- 2- Le 2^e alinéa de l'article 59 qui est le fondement de l'opinion ne définit pas un ordre de succession entre l'évaluation des offres et l'évaluation de la qualification.

En effet, cet alinéa dispose que « la qualification du candidat qui a présenté l'offre la moins disante et consacre l'indépendance de cet examen par rapport aux capacités précitées qui fondent la qualification du candidat.

- 3- Au demeurant, les dispositions de l'article 68 du CMP seraient sans objet si la lecture d l'article 59.2 devait être un ordre de succession entre l'évaluation des offres et l'évaluation de la qualification.

En effet, l'article 68 du CMP prévoit ce qui suit :

« Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commissions des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidats sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnés des pièces mentionnées à l'article 45 et rejette des offres non recevables ».

Pour rappel, l'article 43 du CMP prévoit les cas d'interdiction de participation aux marchés publics qui sont en général des situations d'incapacité, à la charge des candidats.

L'article 45 énonce « les capacités correspondent aux critères de qualification prescrits par le DAO.

- 4- Compte tenu de ce qui précède, la commission des marchés du PAD s'est conformé à l'article 68 du CMP, en éliminant les candidats non recevables, comptes tenu de la non justification des critères de qualification susdits.
- 5- Du reste, l'évaluation préalable et par extraordinaire de l'offre moins disante en méconnaissance de l'article 68 CMP précité, conduirait inévitablement à l'irrecevabilité des candidats concernés et, subséquemment, au rejet de leurs offres.

	<p>En effet, les candidats qui ont déposé leurs états financiers pendant la procédure d'évaluation des offres n'avaient pas justifié l'effectif minima des travailleurs permanents prescrits par le DAO.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la non-conformité liée au nombre minimal de travailleurs permanents : <p>1) Sur « la confusion faite entre le statut de travailleurs permanents et celui de travailleurs bénéficiaires de contrats à durée déterminée (CDD) »</p> <p>Le rapport ne précise pas le fondement de cette confusion ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres qui a été établi conformément au modèle type prescrit par l'ARMP contient des indications précises sur les justifications données par chaque candidat par rapport à l'effectif minimal des 40 travailleurs permanents prescrits par le DAO, compte tenu des dispositions de l'article L 43 du Code du Travail ;</p> <p>Il est donné en annexe copie du rapport d'évaluation dont la page 9 contient bien les justifications données par chaque candidat.</p> <p>2) Sur la non-conformité tenant au fait que « le comité technique a considéré que le CDD n'étaient pas des contrats de travail permanents »</p> <p>Cette opinion prêtait au comité technique bien que ne figurant nulle part dans le rapport technique n'est pas contestable au regard du Code du Travail en vigueur et d'une jurisprudence particulièrement depuis 1952 ;</p> <p>En effet, conformément aux dispositions de l'article 41 du code du travail, le contrat à durée déterminée est précisé à l'avance suivant la volonté des parties.</p> <p>Il est évident qu'un tel contrat, précaire par essence, cesse à l'arrivée du terme ;</p> <p>L'article L49 du code du travail dispose que le contrat qui ne répond pas aux définitions du contrat de travail à durée déterminée, du contrat d'apprentissage et du contrat à l'essai doit être considéré comme un contrat à durée indéterminée ;</p> <p>Ainsi donc, la durée indéterminée détermine la permanence de l'emploi, contrairement à la précarité du contrat à durée déterminée, du contrat à l'essai et du contrat d'apprentissage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la non-conformité liée à la « présentation par le candidat BSI d'attestations de l'IPRES et de la Caisse de Sécurité Sociale pour 328 agents »
--	--

	<p>Les justifications de l'acquittement des cotisations à la CSS et à l'IPRESS prévues par le DAO en application de l'article 43 du CMP, visent l'effectif minimal de 40 travailleurs permanents ;</p> <p>Or, il n'est pas contesté que BSI a fourni 6 contrats à durée indéterminée (permanents) sur les 40 requis par le DAO ;</p> <p>Le candidat concerné peut disposer d'un effectif de 32 travailleurs, voir plus, mais n'a été à même de justifier que 6 travailleurs permanents avec contrat à durée indéterminée (CDI) ;</p> <p>A rappeler que les cotisations aux institutions de prévoyance sociale incombent à tout employeur, quelle soit la durée du contrat (journalier, saisonnier, CDD, CDI, contrat à l'essai...).</p> <p>3) Sur la non-conformité tenant à la non publicité de l'attribution définitive</p> <p>L'avis d'attribution provisoire du marché dont copie jointe a été bien publiée ;</p> <p>L'avis d'attribution définitive a été bien signé par l'autorité contractante (cf document joint) mais n'a pas été publiée, par omission.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En ce qui concerne le caractère permanent ou non d'un CDD, nous sommes d'avis que le souci premier pour la SNPAD devrait être la période couverte par les CDD afin d'obtenir l'assurance que les agents qui seront détachés à son niveau continueront d'être liés contractuellement avec l'attributaire durant la période prévue d'exécution du contrat. Par exemple, un CDD de 2 ans couvrant largement la durée d'exécution annuelle du contrat devrait ainsi largement suffire aux exigences du PAD, - En ce qui concerne l'évaluation de la qualification des soumissionnaires avant celle de la conformité des offres, l'article 59.2 du CMP fait bien référence à l'examen de <i>"la qualification du candidat qui a présenté l'offre évaluée la moins disante"</i>. Aussi, nous maintenons notre position confirmée du reste par une jurisprudence constante de la DCMP. Du fait que les rapports d'analyse comparative des offres et les PV d'attribution du PAD n'étaient pas soumis au contrôle à priori de la DCMP, le PAD n'a certainement pas eu l'occasion d'en prendre connaissance.

Contrat type d'entretien routes et terres pleins	
Description	Marchés
Date de souscription	28/08/2009
Date de notification	04/09/2009
Date approbation marché	28/08/2009
Délai d'exécution	1an (exercice budgétaire) 1
Date de réception	18/11/ 2009
Attributaire marché	EDD
Référence marché	Marché n° 09/09/M
Montant marché	86 614 242 FCFA
Mode de passation	Appel d'Offres
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'entretien de routes et de terre pleins du PAD. Parmi les entreprises qui ont acheté le dossier d'appel d'offre les trois (3) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CITAP 116 329 120 FCFA TTC • EDD 86 614 242 FCFA TTC • ETDM 84 705 946 FCFA TTC <p>L'entreprise ETDM moins disante a été ainsi éliminée pour absence de références analogues.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'ouverture des plis a eu lieu le 28 mai 2009 et l'examen des offres a eu lieu le 23 juillet 2009, soit 56 jours (environ deux mois), un délai assez long pour un dossier aussi simple ; ▪ Le personnel clé proposé par l'attributaire dans son offre est incomplet (absence de l'Ingénieur TP) alors que ce profil est requis parmi le personnel demandé dans le DAO ; ▪ L'assurance-responsabilité prévue par les dispositions du contrat liant le PAD à l'attributaire n'a pas été en définitive souscrite et fournie au PAD par ce dernier ; ▪ La conformité des offres n'a pas été évaluée et l'entreprise ETDM moins disante a été éliminée au stade préalable d'évaluation de ses qualifications pour absence de références analogues.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PAD devrait s'assurer que ses fournisseurs respectent les dispositions contractuelles comme la souscription de contrats d'assurance ; ▪ En application des dispositions de l'article 59.2, l'évaluation de

	<p>la conformité des offres doit précéder l'évaluation de la qualification qui ne doit en définitive concerner que le candidat désigné attributaire dans le cadre d'une procédure dite de "Post Qualification qui a l'avantage de permettre à la Commission de demander des documents complémentaires à l'attributaire permettant de mieux asseoir sa qualification. L'article précité énonce ainsi que : <i>"la qualification du candidat qui a présenté l'offre évaluée la moins disante au regard des capacités juridiques, techniques et financières requises est examinée indépendamment du contenu de son offre, au vu des justifications qu'il a soumises..."</i>.</p>
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture des plis 28 Mai 2009, Examen des offres le 23 Juillet 2009, Délai 56 jours trop long : Ce délai est dû à la réception à la même période de plusieurs offres de contrats types à étudier (réseau d'eau, routes et terres pleins, réseau d'assainissement, nettoyage terrestre). - Personnel clé de l'attributaire : absence d'ingénieur des TP : Il est prévu dans le DAO 1 ingénieur des TP ou un technicien supérieur de 5 ans d'expérience. C'est ce dernier critère qui a été satisfait par l'attributaire. - Assurance responsabilité entreprise non fournie : Cette assurance concerne l'entreprise pour son chantier, une copie est donnée au PAD à titre d'information. Il n'est pas un point de non-conformité. - Qualification avant évaluation : La procédure de vérification des offres est la suivante : <ul style="list-style-type: none"> • vérification de la qualification des soumissionnaires et élimination des soumissionnaires non qualifiés ; • évaluation des offres des soumissionnaires non qualifiés. <p>La conformité des offres a été bien vérifiée par le comité technique par rapport au bordereau des prix donné dans le DAO.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le dossier qui nous a été présenté durant la mission, il est bien précisé (ingénieur TP), - contrairement au point précédent, le PAD ne nous a pas

	<p>présenté les preuves de la retenue de garantie sur les règlements de ce fournisseur,</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformément aux dispositions du contrat, l'assurance responsabilité devrait être fournie, - La conduite de la procédure d'évaluation de la qualification des candidats avant celle de la conformité des offres ne correspond ni à l'esprit du code, ni aux usages, ni à la jurisprudence de la DCMP, - il ressort du rapport d'évaluation qui nous a été fourni durant la mission que la conformité des offres n'a pas été évaluée.
--	--

4.1.3. Prestations intellectuelles

REFONTE APPLICATIFS METIERS SPECIFIQUES PORTUAIRES	
Description	Marchés
Date de souscription	Néant
Date de notification	
Date approbation marché	
Délai d'exécution	
Date de réception	
Attributaire marché	2 SI
Référence marché	
Montant marché	296 297 183 FCFA
Mode de passation	Appel d'Offres – Prestations intellectuelles
<p>Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles relatif à la refonte des applicatifs métiers spécifiques portuaires. L'attributaire avait été éliminé dans un premier temps pour défaut de qualification mais a été réintégré dans la procédure suite à son recours gracieux.</p> <p>Offres des Soumissionnaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2SI : 296 297 183 FCFA - INFOR (non disponible) : éliminé - ST2I (non disponible) : éliminé 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En dépit du fait que les seuils ont été dépassés, le DAO et les rapports d'analyse comparative des offres et les PV d'attribution n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMP en violation de l'article 138 du CMP et son arrêté d'application (N°

	<p>0115980 du 28/12/2007) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les deux autres candidats INFOR et ST2I ont a été éliminés pour absence de caution soumission alors même que cette pièce n'est pas exigée dans les marchés de prestations intellectuelles (article 111 du CMP).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En application de l'article 138 du CMP les marchés dont les seuils atteignant les seuils fixés par l'arrêté d'application doivent être systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCMP ; ▪ Le PAD devrait se conformer aux dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 111 du CMP qui dispense de caution de soumission les marchés de prestations intellectuelles.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Saisine de la DCMP : Les commentaires sur le marché de gardiennage sont valables pour ce marché. - - Elimination des deux candidats pour défaut de caution de soumission pour un marché de prestations intellectuelles : Le marché concerne la conception, la réalisation et la mise en œuvre d'un logiciel de gestion portuaire ; <p>Ainsi donc, ce marché est un marché de services, ce qui a justifié la caution de soumission exigée des candidats ;</p> <p>Du reste, sans recours gracieux préalable, l'un des candidats éliminés, en l'occurrence 2SI, est attributaire du marché, du fait de sa réintégration dans la compétition par une décision de l'ARMP.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Observations maintenues</p> <p>La conception et l'installation d'un logiciel est bien un marché de prestations intellectuelles puisqu'il s'agit, conformément à la définition donnée par le CMP d'effectuer <i>''des études, des travaux de recherche, des services de conseil et des prestations d'ingénierie ou d'assistance qui ne se traduisent pas par un résultat physiquement mesurable ou apparent''</i>.</p>

5. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

5.1. Pour les Appels d'offres (A.O.)

- Les marchés doivent être évalués et attribués en utilisant strictement les critères prévus à l'article 70 du CMP (candidat qualifié ayant présenté l'offre conforme la moins disante). Toute autre considération comme le choix de bénéficiaires des articles à commander devrait être proscrite.
- La SNPAD devrait veiller à se limiter strictement à définir des spécifications dont le non respect limiterait substantiellement la portée, la qualité ou les performances des véhicules à acquérir. La définition de spécifications techniques ayant trait par exemple à la carrosserie (hauteur, largeur et longueur) et n'ayant aucun rapport avec la performance attendue du véhicule doit ainsi être évitée. En particulier, s'il peut être admis que le non respect de ces spécifications techniques puisse donner lieu à des pénalités à appliquer sur l'offre des candidats, il ne devrait pas avoir pour conséquence d'entraîner leur élimination du fait de la difficulté à lier ces types de spécifications techniques à la performance attendue du véhicule.

Ces deux cas qui ont engendré une dépense supplémentaire de Cent Vingt Deux Millions Cinq Cent Cinquante Un Mille (122 551 000) F CFA pour la SNPAD du fait de l'attribution de certains lots des marchés à des candidats non moins disants nous amènent au constat suivant : afin de sauvegarder les intérêts de la SNPAD et économiser ses ressources, la Commission des Marchés devrait absolument veiller à ce que la détermination de critères stricts de conformité des véhicules (seuils de tolérance) ne soit pas faite au détriment de leurs coûts. En particulier, ces seuils doivent être définis le plus large possible et les membres du comité technique d'évaluation doivent garder à l'esprit que l'exigence posée par le CMP est une **"conformité pour l'essentiel"**.

- En application des dispositions de l'article 59.2, l'évaluation de la conformité des offres doit précéder l'évaluation de la qualification qui ne doit en définitive concerner que le candidat désigné attributaire dans le cadre d'une procédure dite de "Post Qualification" qui a l'avantage de permettre à la Commission de demander des documents complémentaires à l'attributaire permettant de mieux asseoir sa qualification. L'article précité énonce ainsi que : "la qualification du candidat qui a présenté l'offre évaluée la moins disante au regard des capacités juridiques, techniques et financières requises est examinée indépendamment du contenu de son offre, au vu des justifications qu'il a soumises...".
- La SNPAD devrait veiller à finaliser les procédures de contractualisation dans les

meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 83 du CMP.

5.2. Pour les DRP

- La SNPAD devrait veiller à ce que les marchés de DRP soient inscrits dans son PPM ;
- A chaque fois que le devis estimatif d'une fourniture, d'un marché de travaux ou de prestation de service a une probabilité de dépasser le seuil maximal fixé pour les DRP, la SNPAD devrait utiliser la procédure de droit commun d'appel d'offres au lieu de lancer un marché de DRP et se voir obligée de réduire son montant pour ne pas dépasser le seuil fixé ;
- Les délais entre la réception des offres et leur ouverture doivent être le plus court possible pour éviter notamment que la procédure ne soit viciée par la violation de la confidentialité qui entoure le contenu des offres des candidats. Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ;
- Aucune explication n'a pu nous être fournie sur le fait que les rapports du comité technique d'évaluation des offres de la SNPAD ne soient presque jamais datés. La commission des marchés de la SNPAD doit veiller à ce que tous les documents émis dans la procédure de passation de marchés soient toujours datés ;
- Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, la SNPAD devrait éviter de fractionner en DRP des marchés pouvant faire l'objet d'une commande groupée (même en plusieurs lots) et veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de nature similaire et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ;
- Afin de sauvegarder les intérêts de la SNPAD et économiser ses ressources, la Commission de dépouillement devrait absolument veiller à ce que l'élimination de candidats ayant présenté des offres moins disantes puisse être sou tenue par des arguments solides et non pas sur des bases pouvant être considérées comme superflues (exemple absence d'indication de prix unitaires). En particulier, ils doivent prendre en considération que l'exigence posée par le CMP est une **"conformité pour l'essentiel"** ;
- Les marchés même de DRP dont les montants sont supérieurs aux seuils définis par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 doivent respecter le formalisme minimal imposé par la Circulaire N° 0004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre. En particulier, la définition d'un cahier de charges contenant des spécifications techniques minimales que les offres des candidats doivent respecter pour être déclarées conformes et les critères de qualification des candidats ;

- Le marché ne produisant d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification, la SNPAD devrait veiller à ce que les notifications des contrats soient faites dans les meilleurs délais après leur attribution ;
- Le nombre de candidats invités dans une procédure de DRP ne doit pas être inférieur au minimum fixé par l'article 77.2 du CMP soit cinq (05) au moins ;
- Dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne peut concerner que celles des candidats qualifiés (ayant obtenu la note de qualification minimale) et ne saurait être faite au stade d'ouverture des plis ;
- Enfin, même s'il convient d'avoir à l'esprit la sauvegarde des intérêts de la SNPAD en cherchant à attribuer le marché au candidat dont l'offre conforme est la moins disante, les responsables de la passation des marchés à la SNPAD ne devraient pas pour autant s'affranchir du respect des dispositions strictes posées par les cahiers de charge en matière de qualification des candidats. Aussi, un candidat dont l'offre conforme fût-elle la moins disante ne devrait pas se voir attribuer un marché s'il ne respecte pas un des critères de qualification (exemple fourniture de la garantie décennale pour des travaux).

5.3. Pour les Prestations intellectuelles

- La fourniture d'une garantie de soumission étant exclue pour les marchés de prestations intellectuelles (article 111 du CMP), la SNPAD devrait veiller à une application stricte de cette disposition et n'aurait pas dû éliminer des candidats pour cette raison.

ANNEXE

ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES AO

NON-CONFORMITES	° et Montant du marché		
	MARCHE N°10/09/M Fournitures de 10 véhicules de marque Volkswagen lot 1	MARCHE N°13/2009/M Fourgon cellulaire Ford lot n°5	MARCHE N°11/2009/M Pick up Ford lot 2
	83.000.000 F CFA	74.000.000 F CFA	22.000.000 F CFA
Le marché n'est pas mentionné dans le PPM			
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types	✓	✓	✓
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires			
Le délai d'attribution est anormalement long	✓	✓	✓
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO	✓	✓	✓
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	✓	✓
Absence de contrôle à priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution	✓	✓	✓
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution	✓	✓	
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
Absence ou non-conformité du P.V. de réception provisoire des travaux			
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux			

ANNEXE 1 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES AO

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	MARCHE N°12/2009/M fournitures 3 véhicules Pick Up	MARCHE N°15/2009/M Fournitures de 4 véhicules type Fourgonnette	MARCHE N°14/2009/M Fournitures d'une ambulance médicalisée lot n° 6
	36.000.000 F CFA	39.600.000 F CFA	19.990.640 F CFA
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types	✓	✓	✓
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires			
Le délai d'attribution est anormalement long	✓	✓	✓
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO	✓	✓	✓
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	✓	✓
Absence de contrôle à priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution	✓	✓	✓
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution	✓		✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
Absence ou non-conformité du P.V. de réception provisoire des travaux			
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux			

ANNEXE 1 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES AO

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché			
	MARCHE N°16/2009/M Gardiennage et surveillance des bâtiments à usage de bureaux et d'habitation	MARCHE N°09/09/M type d'entretien du PAD lot 10 Réseau d'eau potable	MARCHE N°02/09/M Fournitures de 13 véhicules Mitsubishi Outlander	MARCHE N°09/09/M Contrat type d'entretien routes et terres pleins
	258.438.732 F CFA	136.026.978 FCFA	314.470.000 F CFA	86.614.242 F CFA
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types	✓	✓	✓	✓
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires		✓	✓	✓
Le délai d'attribution est anormalement long		✓		✓
Absence de publication de l'attribution provisoire			✓	
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO				
Absence de publication de l'attribution définitive	✓		✓	✓
Absence de contrôle à priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution	✓	✓	✓	✓
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution	✓		✓	
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			✓	
Absence ou non-conformité du P.V. de réception provisoire des travaux		✓		✓
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux		✓		✓

ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	CONTRAT N°02/2009/C Travaux de construction du marché Diola au marché central de poisson	CONTRAT N°96/09/C Fourniture et pose de containers à usage de bureaux en zones nord et sud	CONTRAT N°73/09/C Travaux de réfection des gargotes du môle 1 du PAD
	26.119.131 F CFA	36.093.492 F CFA	14.865.050 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	✓
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés			

ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	CONTRAT N°104/09/C Fournitures d'agendas	CONTRAT N°132/2009/C Fournitures d'agendas et de blocs éphémérides	CONTRAT N°105/2009/C Fournitures de lait de bébé au PAD
	29.805.384 F CFA	11.828.025 F CFA	6.083.640 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats		✓	
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante	✓	✓	
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ?			

ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	CONTRAT N°130/2009/C Fournitures de 13632 pots de lait et 1680 morceaux de savons	CONTRAT N°99/2009/C Travaux d'étanchéité pré hivernale 2009 au PAD	CONTRAT N°21/2009/C Réhabilitation des mâts des môles 04 et 10 du PAD
	7.560.024 F CFA	24.972.292 F CFA	35.553.400 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc.).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	✓
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ?			

ANNEXE 2 (suite): TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	CONTRAT N°09/2009/C Fournitures de 240 chaises empilables	CONTRAT N°27/2009/C Edition de la nouvelle brochure de présentation	CONTRAT N°52/2009/C Acquisition d'un Pick Up 4x4 double cabine
	29.997.960 F CFA TTC	28.863.000 F CFA TTC	14.500.000 F CFA TTC
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc.).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante		✓	
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	✓
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ?			

ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	CONTRAT N°49/2009/C Travaux de carénage du lac de Guiers du PAD	CONTRAT N°61/2009/C Expertise du Wharf pétrolier	
	35.969.114 F CFA TTC	29.783.200 F CFA TTC	
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats		✓	
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc.).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ?			

ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SNPAD CONCERNANT LA PRESTATION INTELLECTUELLE

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché
	05/2009/M
	296.297.183 F CFA
La liste restreinte est-elle conforme aux conclusions du PV d'évaluation de la manifestation d'intérêt	
Revue de la Demande de proposition (la DP comporte-elle les différentes parties essentielles)	✓
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires	✓
Absence de critères d'évaluation dans la DP	
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	
Absence de contrôles et avis à priori de la Direction centrale des marchés (DCMP)	✓
Absence d'attribution définitive	✓
Recours et litiges	✓
Elimination de candidats sur la base de critères contraires à la réglementation	✓

**ANNEXE 3 : DRP FRACTIONNEES PASSEES PAR LE PAD QUI AURAIENT PU ÊTRE
REGROUPEES DANS UN MARCHE D'APPEL D'OFFRES
TRAVAUX CONSTRUCTION REFECTION AMENAGEMENT**

DESIGNATION	Attributaire	Montant FCFA
1. Travaux de construction du marché Diola au marché poisson à Pikine	EDE	26 119 131
2. Travaux de construction du mur de clôture entre le pote 44 et 45 à la mole 4	SMS	21 195 750
3. Réhabilitation des mâts des môles 4 et 10	DMI	35 553 400
4. Travaux d'aménagement du hangar abritant les locaux de la FSPS	AEC	7 454 001
5. Travaux de réfection des gargotes du môle 1 au PAD	MANITOU	14 865 050
6. Travaux de reprise de la toiture et du plafond des logements C65 et SN1 cité ex entretien	BATICOMS	11 238 025
7. Travaux de réfection du rez de chaussée du centre culturel du PAD	BATICOMS	11 020 610
		127 445 967

TRAVAUX D'IMPRESSION

DESIGNATION	Attributaire	Montant FCFA
1. Edition de la nouvelle brochure de présentation du PAD	MASTERPRINTING	28 863 000
2. Fourniture d'agendas pour l'année 2010	MASTERPRINTING	29 805 384
3. Fourniture de calendriers et de cartes de vœux	SAGUI EXPRESS	13 006 550
4. Fourniture d'agendas et de blocs éphémérides	IFE	11 828 025
		83 502 959

TRAVAUX DE CARENAGE DE BÂTEAUX

DESIGNATION	Attributaire	Montant FCFA
1. Travaux de carénage de la chaloupe "Beer"	DMI	25 733 440
2. Travaux de carénage du "lac de guiers"	TTS	35 969 114
		61 702 554

ANNEXE 4. DEPENSES EXECUTEES PAR LE PAD EN VIOLATION DE L'ARTICLE 76 DU CMP
(marchés sans appel à concurrence et sans autorisation de la DCMP)

N°ordre	Désignation	fournisseurs	Montant
126/2009/C	Audit des contrats d'assurances autres que maladie du PAD	ACA assurances	18 000 000
11/2009/C	suivi réglementaire de la vedette P14	bureau veritas	4 043 414
83/2009/C	Fourniture complémentaire d'effets habillement au PAD	ETS Mouhamed	10 578 700
1455/FD/08/547	Travaux de terrassement de la zone remblais	Eiffage Sénégal	3 776 000
Total			36 398 114